L'AFFRANCHI

Périodique des Amis

de l'Association Internationale des Travailleurs

N° 5 MARS AVRIL 1993 PÉRIODIQUE D'EXPRESSION ANARCHO - SYNDICALISTE ✰ SUISSE ✰ PARAIT TROIS FOIS PAR AN

LAUSANNE
Semaine antifasciste
page 12

SUISSE
Que reste-t-il du syndicalisme ?
page 3

INTERNATIONAL
La réalité de Mc Donald's
page 10

éditorial

Qu'il est difficile de maintenir le cap ces derniers temps et de naviguer à vue. En Europe de l'Est, la folie du nationalisme suit son cours, elle impose son hégémonie, en laissant des milliers de victimes sur le carreau. A l'Ouest le chauvinisme semble prêt à en découdre aussi, sans état d'âme.

Dans les nouveaux camps de nettoyage ethnique et d'extermination, l'Etat-nation s'affirme. En établissant ses marques, l'Etat-nation liquide les peuples qui partagent, depuis longtemps, le même espace géopolitique. Ces mélanges ethniques ne correspondent plus aux intérêts antagonistes des maffias qui ont longtemps cohabité au sein de la bureaucratie des régimes de l'Est. Pendant des décennies les partis communistes ont arbitré les divergences d'intérêts existant entre les chefs traditionnels. La crise provoquée par la reconversion rapide au libéralisme économique a rompu l'équilibre qui s'était instauré. Une nouvelle distribution des cartes s'est produite privant de leurs privilèges une partie des anciennes maffias bureaucratiques. Les projets nationalistes relèvent de la lutte pour le maintien de ces privilèges. Le projet nationaliste permettant à certains de ces bureaucrates du passé de se maintenir au pouvoir sous une nouvelle étiquette.

Mais la guerre n'est pas seulement à nos portes. Elle s'impose aussi à nous, comme unique forme de "partage" de l'espace social. Les exploités n'ont qu'à se soumettre ou périr. La guerre n'est pas seulement le massacre des populations dans l'ex-Yougoslavie, ou dans les innombrables conflits armés de l'ex-URSS. Dans les pays du libéralisme "triomphant", nous assistons comme ailleurs à une "guerre", c'est-à-dire à une attaque généralisée du capital, dont les plans, "savamment" dosés, sont en train de faire sauter en éclats certains des verrous qui permettaient, jusqu'à maintenant, le maintien d'une paix sociale plus ou moins solide. Les victimes de cette "guerre" sociale sont les chômeurs en fin de droits, les travailleurs précaires, les retraités AVS...

Dans ce contexte, les élites ne peuvent plus s'appuyer sur le bien-être factice de la consommation de masse pour légitimer le système et pourtant celui-ci apparaît comme inébranlable, indifférent aux désastres. Le roi est nu. Chacun pouvant aujourd'hui observer la vraie nature du système libéral. Nous avons une minorité qui détient le pouvoir et qui se charge d'accumuler et de consommer un maximum de biens, et une majorité qui est dépossédée de toute responsabilité, exploitée ou de plus en plus souvent mise en marge du système.

Devrons-nous payer une fois encore pour ceux qui persistent dans la voie de la violence, de l'oppression, de l'exclusion et des profits ?

L'effondrement des valeurs qui soutendaient le système libéral est tel, qu'il est difficile de croire qu'aucune alternative n'est possible. Nous sommes au début d'une nouvelle ère de ruptures. La domination idéologique ne pourra pas éternellement couvrir la crise. C'est par l'intimidation et la violence que le capital substituera, de plus en plus, le message aliénant du travail. L'épuration massive de la main-d'œuvre excédentaire, ne pouvant qu'amener toujours plus de gens au désespoir et à la révolte.

La "gauche" occidentale n'échappe pas non plus à la crise de légitimité. Le voile est tombé, laissant à découvert les pratiques financières de la sociale-démocratie. Celle-ci croyait pouvoir être la seule, à gauche, à tirer parti de l'effondrement des systèmes du communisme autoritaire. La voila face à son effondrement irréversible. Là où elle est aux affaires, elle est confrontée à des scandales multiples. Nul aujourd'hui ne parierait un penny sur son avenir.

Dans ce contexte de chômage... la disparition des repères traditionnels (gauche-droite, etc.) a toute les chances de favoriser les sectes et les partis les plus démagogues, ceux qui font appel aux peurs irrationnelles... Dans sa crise, le capitalisme libéral nous entraîne vers de nouvelles impasses, de nouvelles catastrophes. Or nous sommes à des années lumières de la mobilisation et de l'auto-organisation qui seraient nécessaires à l'instauration d'une autre société. Les révoltes sont possibles, mais les exploités ne semblent pas prêts à des ruptures, basée sur les principes de l'autogestion, de la liberté, de l'égalité. Faut-il pour autant se croiser les bras ?

L'avenir ne se trouve en tout cas pas dans les promesses électorales des nouvelles "alternatives". Inutile d'attendre des solutions toutes faites de quelque maître d'une nouvelle gauche. Seule les actions à la base et maîtrisées par chacun permettront l'émergence d'un véritable mouvement de résistance. Ce mouvement ne se constituera pas à partir d'un pôle unique, mais sera le résultat d'un ensemble d'expériences de lutte et d'auto-organisation.

L'AFFRANCHI
Périodique des Amis de l'A.I.T.

Editeur Responsable
André Bösiger

Pour toute correspondance

Réflexions Sociales
Case postale 213
CH - 1000 Lausanne 6 Ouchy

ABONNEMENTS

5 numéros 20 frs. (80FF)

VERSEMENT

André Bösiger
ccp 12-17661-5
CH-1227 Carouge GE

Suisse

Que reste-t-il du syndicalisme ?

Bonnie & Clyde

EN théorie les syndicats sont des organisations au sein desquelles les travailleurs se regroupent pour défendre leurs intérêts. Il peuvent être le lieu où les exploités apprennent la solidarité mutuelle et la résistance contre les chefs et les patrons.

En Suisse, les syndicats ont cessé d'être les organisations des travailleurs. Ce sont des regroupements de professionnels de la "cause ouvrière" qui "défendent" les travailleurs en échange de confortables rémunérations. La secrétaire de l'Union syndicale suisse, Ruth Dreifuss, avoue un revenu net de Fr. 9'000.- (LNQ 21 février 93).

Les syndicats peuvent aussi constituer des pépinières à carrière politique pour quelques arrivistes. Pensons simplement à Lech Walesa, à Lula (candidat à l'élection présidentielle brésilienne) ou plus près de chez nous à Christiane Brunner*...

En Suisse, les "syndicats" ont depuis bien longtemps renoncé à combattre les patrons. Adeptes de la paix du travail, ils ont, pendant toutes les années de croissance économique, négocié tranquillement avec leurs "partenaires" sans jamais mobiliser le moindre travailleur. Ils sont aujourd'hui confrontés à un petit problème : le capitalisme ne tient plus ces promesses. Par milliers les travailleurs se font jeter à la porte des chantiers, des fabriques... et même de l'Etat.

Fin janvier 93 on recensait 141'500 chômeurs en Suisse, soit un taux de 4,6%; un mois auparavant le taux était de 4,2%. Tout porte à croire que la situation va encore s'aggraver. Selon les prévisions les chômeurs seront 200'000 à la fin de l'année (près de 6% des actifs). Ces chiffres ne reflètent qu'une partie de la réalité, les retraites anticipées et les étrangers retournés dans leur pays ne sont pas comptabilisés. Un exemple : dans le canton de Vaud, le seul secteur de la construction a perdu 7'000 emplois (168 entreprises) en deux ans. La moitié des emplois disparus étaient occupés par des étrangers dont quatre sur cinq détenaient un permis de travail saisonnier; ces travailleurs ont donc aujourd'hui quitté la Suisse. L'exportation du chômage pourtant n'est plus un moyen suffisant pour évacuer le problème, comme c'était le cas auparavant.

Ce qui se passe, c'est qu'on a perdu le pari sur la croissance éternelle que promettaient les économistes, qu'on est en caleçon et qu'on va boire la crise jusqu'à la lie. Mais les "syndicalistes" suisses ne sont pas prêts à parler vrai. Comment expliquer aux syndiqués que la doctrine économique actuelle qui va être appliquée avec ou sans leur consentement (plutôt avec selon nous) c'est les licenciements à outrance.

ASSEZ D'AUSTÉRITÉ !

Parce qu'ils sont de fins stratèges les "syndicalistes" ont trouvé leur cheval de bataille, ils se battent contre l'austérité. Ce n'est pas une blague. Ils prétendent que si l'on est nombreux à crier en cœur le nouveau slogan : «assez d'austérité» la crise va disparaître comme par enchantement. Après bien des manifestations sur ce thème, plus ou moins minables suivant les endroits, ils ont décidé de faire les choses en grand.

L'Union syndicale suisse (USS) appelle à une manifestation nationale à Berne le 27 mars. C'est la premiè-

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N°3

D. C.	Vaud	20.-
C. G.	Tessin	100.-
D G	Genève	30.-
J. P. S	Neuchâtel	100.-
B. R.	Tessin	20.-
D. G.	Genève	30.-
L.M.	France	15.-
D. C.	Vaud	30.-
G. P.	Genève	15.-
V. D.	Berne	30.-
C. C.	Vaud	30.-

AUX LECTEURS

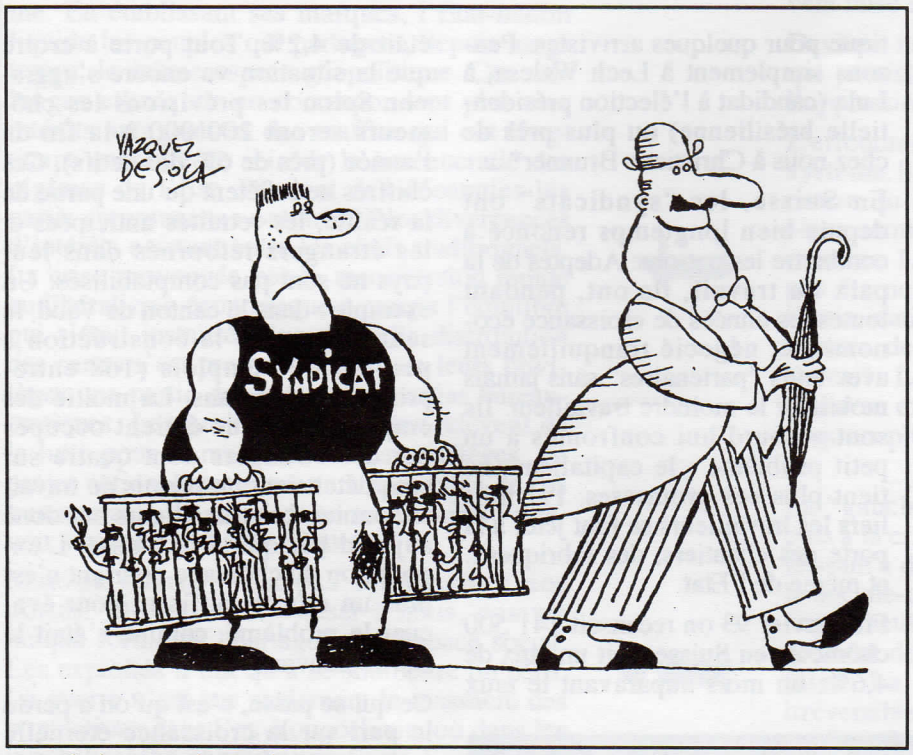
La souscription permanente est indispensable à l'équilibre financier de l'Affranchi, car les abonnements ne couvrent pas tous les frais. Elle nous permet aussi de faire régulièrement une campagne de "promotion".

Si vous connaissez quelqu'un susceptible d'être intéressé par notre journal, envoyez-nous son adresse, nous lui ferons parvenir gratuitement un exemplaire.

La rédaction

re fois depuis plus de 50 ans que l'USS lance ce genre d'appel a déclaré Daniel Nordmann, son secrétaire de l'organisation faîtière «Mais la situation est suffisamment grave pour justifier une telle manifestation».

Pourquoi cette manifestation ? Pour faire pression sur nos politiciens nous dit-on. Daniel Nordmann «souhaite que le Parlement prenne les bonnes décisions en mars prochain, en acceptant notamment la majeure partie du programme de relance du Parti socialiste suisse...». Si ça marche aussi bien qu'en France ou en Espagne, où il y a maintenant trois millions de chômeurs, on sera verni...



TOUT GENEVE SE FÉLICITE D'AVOIR UN PROCUREUR GÉNÉRAL SOCIALISTE... SAUF LES SQUATTERS !

Peut-on faire confiance aux socialistes pour relancer la machine capitaliste ? Sûrement ! Savez-vous pourquoi le comité de soutien à la candidature de Christiane Brunner était présidé par le libéral genevois Gabriel Aubert ? Parce qu'il l'a vue à l'oeuvre, en pleine crise horlogère des années 1970. C'est avec Christiane Brunner, alors avocate conseil de la FTMH, qu'il a, lui-même étant conseiller juridique de la convention patronale de l'horlogerie suisse, réussi à «préserver la paix sociale dans un secteur qui a perdu 60'000 emplois. Et de se fait, contribué à la revitalisation de cette industrie en plein déclin». Gabriel Aubert n'a pas été gêné de s'engager pour la candidate socialiste : «ce qui compte, c'est la qualité des personnes, pas leur étiquette politique, tout Genève se félicite d'avoir un procureur général socialiste... sauf les squatters!» (Journal de Genève 1er février 93).

Le nettoyage, les opérations coup de poing, la revitalisation, voilà ce que les partis bourgeois confient aux politiciens socialistes. Ces derniers acceptent volontiers, du moment qu'ils partagent les fastes du pouvoir... La difficulté c'est qu'il faut ensuite se faire réélire. C'est dans ce registre que des syndicalistes prétendent aujourd'hui innover.

ABANDONNER L'ACTION SYNDICALE POUR FAIRE DE LA POLITIQUE

C'est la voie que suit à Genève le mouvement "solidaritéS" constitué par des syndicalistes comme Michel Ducommun, l'ancien président du cartel syndical, des militants de gauche (PS, PDT, PSO) ou écologistes. Cette recomposition à la Française (Voir les tentatives Rocard, Chevènement...) se veut une alternative politique et sociale au parti socialiste dont les élus au Conseil d'Etat ont joué la collégialité avec les bourgeois plutôt que d'écouter les revendications des syndicats. On contourne les difficultés de l'action syndicale par un déplacement sur le terrain électoral. Il s'agit de rentabiliser sur le plan politique le mouvement de la fonction publique qui a eu lieu à Genève l'an dernier. Le résultat aujourd'hui c'est la disparition de la mobilisation sur le lieu de travail, le seul endroit où tous les salariés peuvent agir ensemble et créer des rapports de force qui leur soient favorables. Expérience faite la politique a toujours divisé et affaibli le mouvement ouvrier.

Notre sentiment, c'est que les "alternatives" comme solidaritéS ne visent qu'à continuer la politique de toujours. On s'agite un temps dans les mouvements sociaux pour acquérir une certaine popularité, ensuite on rentre dans le rang pour occuper sagement un strapontin dans un parlement ou un gouvernement.

Christiane Brunner s'était faite élire au Conseil national sur une liste socialiste exclusivement féminine. Ce fut le moyen, pour elle, de rentabiliser la fameuse grève des femmes du 14 juin 91. Dans la série syndicalisme = rampe de lancement pour carrière politique, les vocations se suivent. Nous avons maintenant Gérard Forster, le président du l'Union syndicale vaudoise. Il déclare publiquement vouloir reproduire un "coup" du genre Christiane Brunner, lors des prochaines élections cantonales vaudoises. Comme il n'est pas une femme, il a décidé de jouer la carte "syndicaliste". L'Union syndicale vaudoise devrait proposer ses propres listes aux électeurs. Paradoxalement les socialistes voient la proposition Forster d'un assez bon oeil. Voici ce qu'en dit Marlyse Chenevard, la présidente du parti socialiste vaudois : «Tous les membres des syndicats n'approuvent pas la politique de la gauche. Dès lors, l'idée d'une candidature syndicale n'est pas mauvaise si elle peut élargir les rangs de nos électeurs». (LNQ 17 février 93). Autrement dit : diversifions l'offre électorale pour conserver nos places dans les parlements et gouvernements. On se demande si toutes les alternatives et recompositions à

gauche, malgré les rivalités qu'elles affichent, ne poursuivraient pas, dans le fond, ce même but.

LA DESTRUCTION DES EMPLOIS

Que l'on soit militant de solidaritéS ou "syndicaliste", ce n'est pas en participant au pouvoir que l'on va changer les choses. Même Bil Clinton qui est à la tête de la plus grande puissance mondiale est aujourd'hui incapable de faire cesser la crise. Ce sont les multinationales, les empires financiers, le principe de la concurrence généralisée... qui gouvernent le monde. Les hommes (ou femmes) politiques peuvent tout au plus camoufler les plaies les plus voyantes, prolongeant ainsi l'agonie d'un système qui se nourrit actuellement de la destruction des emplois.

Comme l'explique un consultant industriel cité par le quotidien anglais The Times (7 décembre 92) les licenciements sont bénéfiques pour le capital : «la réduction des effectifs est une information fort prisée par les actionnaires. Ils y voient la preuve d'une bonne gestion et d'une direction d'entreprise qui ne recule pas devant les décisions difficiles. (...) les bénéfices à venir se traduisent aussitôt par une hausse des actions. Parfois on vient nous voir pour nous demander s'il est bon d'annoncer des licenciements. Par rapport aux actionnaires, c'est ce que nous recommandons». Le dégraissage des effectifs n'est plus considéré comme un dernier recours, c'est devenu une méthode de gestion comme une autre. On licencie pour diminuer les coûts, dans le secteur privé comme dans le secteur public. On délocalise aussi, en déplaçant les entreprises et services là où la main-d'œuvre n'est pas chère. Un exemple parmi d'autres : la compagnie aérienne Swissair qui a transféré son service de comptabilité en Inde. La concurrence ça donne des ailes.

Tout le problème est là, la guerre commerciale que se livrent les propriétaires de capitaux fait tourner la machine capitaliste, l'alimente en broyant ici et là-bas les espoirs et les projets de ceux qui sont mis en marge par le système.

UNE AUTRE ORGANISATION DES TRAVAILLEURS EST NÉCESSAIRE

Une autre organisation sociale, basée sur la solidarité, le partage des richesses, l'adaptation au milieu ambiant est toujours plus nécessaire. Comme anarcho-syndicalistes nous pensons que le système capitaliste ne peut être renversé que par la volonté de la majorité de ceux qui le font fonctionner : les travailleurs à la base. L'autogestion que nous préconisons ne se réalisera pas sans que chacun soit capable de prendre ses responsabilité dans la réalisation d'un projet commun. Les syndicats pourraient être des lieux où l'on apprend l'organisation collective, la véritable démocratie, la solidarité.

Même s'ils regroupent parfois des travailleurs combatifs, les syndicats suisses d'aujourd'hui ne peuvent jouer ce rôle. D'abord parce que les professionnels qui les dirigent n'ont pas les mêmes intérêts que les militants et affiliés. Les dirigeants syndicaux encouragent parfois des mobilisations pour conserver leur crédibilité vis-à-vis du patronat, mais si les mouvement vont "trop loin", ils les freinent, les divisent pour les canaliser. La seule chose qui intéresse ces bureaucrates c'est de rester les interlocuteurs du patronat, c'est de faire de la politique sur le dos des travailleurs.

Une autre organisation des travailleurs, sans professionnels, sans leaders inamovibles, démocratique et révolutionnaire est donc nécessaire. Il s'agit dans un premier temps de créer des réseaux de solidarité locaux, régionaux et internationaux. C'est dans ce sens que nous voulons œuvrer.

**Pour nos lecteurs étrangers signalons que Christiane Brunner est la présidente de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) l'une des principales Fédération d'industrie de l'Union syndicale suisse (USS). Malgré une campagne "décoiffante" elle vient de rater son entrée au gouvernement suisse. Le parlement ayant préféré un autre ministre "socialiste", plus modéré...*

LAUSANNE

Eben-Hézer : une lutte

Le licenciement de trois travailleurs de la fondation pour handicapés Eben-Hézer a été à l'origine d'une grève de dix-huit jours, à la fin de l'année dernière. Rappelons brièvement le déroulement du conflit. Suite à un changement de direction, les conditions de travail, au sein d'Eben-Hézer, se sont progressivement dégradées. Cette situation à entraîné des protestations, en particulier de la part des militants du syndicat des services publics (SSP-VPOD) présents dans la boîte. Ils reprochaient à la nouvelle direction de ne pas consulter le personnel comme le prévoit la convention collective. Ce sont justement trois syndicalistes, membres de la commission du personnel, qui ont été licenciés, ceci quelques jours avant des négociations prévues avec la direction.

Dès que la nouvelle à été connue, le 27 novembre 1992, les travailleurs se sont mis en grève avec occupation. Lors de la première assemblée générale, 189 personnes (sur les 280 que compte l'entreprise, direction comprise) ont signé une résolution demandant la réintégration immédiate des trois personnes licenciées. Les travailleurs ont décidé de continuer à assumer la prise en charge des handicapés, tout en interdisant l'accès des locaux administratifs à la direction (le directeur et certains cadres). Un piquet de grève fonctionnait 24 heures sur 24. Des assemblées avaient lieu tous les jours pour décider de la poursuite de l'action... Il existe une tradition dans l'institution, les travailleurs ont l'habitude d'organiser des assemblées générales pour discuter des problèmes.

La lutte n'a pas été de tout repos, les grévistes ont été victimes de pressions diverses (le directeur a porté plainte pénale contre deux des licenciés, il y a eu menace d'intervention de la police...). Finalement les travailleurs ont accepté de confier l'affaire à l'office de conciliation en échange d'une suspension provisoire des licenciements. C'est cet organe de l'Etat, prétendu neutre, qui devrait se prononcer au mois de juin prochain sur la nature abusive ou non des licenciements. Rien n'est encore gagné, d'autant que l'office en question n'a aucun pouvoir décisionnel.

Lors d'une récente conférence de presse, un certain nombre de responsables syndicaux, dont Walter Renschler le président de l'Union Syndicale Suisse (USS) et Jean Quéloz le secrétaire fédératif du SSP, ont déclaré que la direction d'Eben-Hézer ne respectait pas l'accord conclu. Des représailles seraient exercées par les cadres sur les «meneurs de la grève», aucune information sur la gestion de l'établissement ne serait fournie à la commission des travailleurs, comme le prévoit la convention collective. Si l'on en croit le journal 24 heures du 26.2.93, la présence des responsables syndicaux nationaux à cette conférence de presse pourrait signifier que la lutte d'Eben-Hézer soit appelée «à devenir un symbole national» pour l'USS.

On peut regretter que ce soutien central vienne si tard. Pendant la grève, les syndicats n'ont pas organisé de véritable campagne de soutien, alors qu'ils avaient fait un foin du diable, quelques temps avant, pour les mobilisations bidons contre l'austérité (auxquelles un certain nombre de travailleurs d'Eben-Hézer avaient activement participé...). Ce conflit est peut-être déterminant pour la crédibilité de l'USS, mais il l'est surtout pour les travailleurs qui risquent de perdre leur emploi. Nous demandons donc à nos lecteurs d'être attentifs et de répondre aux appels à la solidarité, car la défaite de la seule lutte combative récente à Lausanne serait aussi notre défaite à tous.

OFFICE DE CONCILIATION

Le droit de grève existe-t-il dans le canton de Vaud ?

L'Office cantonal de conciliation et d'arbitrage est régit par une loi de 1942, une époque où la doctrine de collaboration de classe était à son apogée. Toujours en vigueur, cette loi est censée prévenir et régler les conflits collectifs. L'office est constitué d'un président, de deux vice-présidents et d'assesseurs, tous de nationalité suisse, nommés par le Conseil d'Etat. Les assesseurs sont choisis en nombres égaux parmi les patrons et les travailleurs. L'office dispose aussi d'un secrétariat dirigé par un fonctionnaire. Selon l'article 9 de la loi *«le secrétariat de l'office doit être avisé de tout conflit né ou imminent, au plus tard après échec des pourparlers directs (...), et avant tout recours à des moyens de lutte (lock-out, mise à l'index, grève, cessation de travail, etc.). L'obligation d'aviser le secrétariat incombe aux chefs d'entreprise, aux comités des associations professionnelles, aux comités de grève ou de lock-out, et, à leur défaut, à toute personne intéressée au conflit»*

La règle voudrait donc qu'avant n'importe quel conflit du travail l'office soit saisi de l'affaire et tente la conciliation. Si celle-ci n'abouti pas *«le président invite les parties à déclarer, dans un délai qu'il fixe, si elles se soumettent sans condition à la décision de l'office constitué en Office cantonal d'arbitrage»*. Un chèque en blanc peut être signé et l'office prononce une sentence en son âme et conscience. La sentence est exécutoire lorsque les parties ont déclaré d'avance qu'elles s'y soumettraient. Dans le cas contraire, le seul moyen de pression dont dispose l'office est la publication de la sentence dans la feuille des avis officiels.

Selon l'article 27, pendant toute la procédure il est toujours *«interdit aux parties de prendre des mesures de coercition quelconque (lock-out, mise à l'index, grève...)»*. Des pénalités (une amende jusqu'à dix mille francs ou des arrêts) peuvent être appliquées à *«celui qui provoque à des mesures de coercitions interdites par la présente loi (l'article 27 déjà cité), ordonne de telles mesures ou prend part à ces mesures (...) même si la provocations n'est pas suivie d'effets»*. Autrement dit si nous appelions ici les travailleurs d'Eben-Hézer à faire grève, nous serions condamnables !

Résumons : si vous voulez faire grève vous êtes tenus auparavant d'avertir l'office, qui doit essayer de vous réconcilier avec votre patron. Si ça ne marche pas, il va jouer l'arbitre... et pendant tout ce temps il vous sera interdit de faire quoi que ce soit.

Ce qui est particulièrement navrant c'est que ce sont toujours les travailleurs ou les syndicats qui ont recours à cet office pour non respect des conventions collectives et jamais les patrons. Pourtant si demain les travailleurs deviennent un peu moins dociles, cet office et la loi qui le régit constitueront une entrave au droit de grève, un moyen de répression. Cela méritait d'être dit.

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN
LA SUISSE DIT NON

L'article qui suit a été écrit par l'une de nos camarades pour "le Monde libertaire" l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste française. Rédigé à chaud, quelque jours après le vote sur l'EEE, ce texte s'adressait à des lecteurs peu familiarisés avec la réalité politique suisse. Nous avons néanmoins jugé utile de le publier dans l'Affranchi, car il résume assez bien les positions des amis de l'AIT. Le lecteur y trouvera aussi bien une évaluation de la situation politique qui a suivi cet "événement" qu'un point de vue plus général sur la Suisse et ses institutions.

Ariane

Alors ce fut non, le miracle ne s'était pas produit. Au soir du 6 décembre dernier, la majorité de la classe politique suisse, conseil fédéral (gouvernement) en tête manifestait sa déception, son écoeurement, sa tristesse... Le "peuple" avait mal voté, il avait refusé l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE) par 50,3% des votants. Et comme si cela ne suffisait pas, la Suisse apparaissait comme coupée en deux, d'un côté les cantons Romands (francophones, 18% de la population) largement favorable à l'EEE (entre 70 et 80% de oui) et de l'autre les cantons Alémaniques qui tous, à une exception près (Bâle), repoussaient le traité.

Du président de la confédération, aux "syndicalistes", en passant par les représentants des principaux partis (de droite et de gauche), chacun y allait de sa litanie, la Suisse venait de passer à côté de sa chance historique, le grand marché lui échappait, l'avenir était noir.

Les quelques partisans du non présents sur les plateaux de télévision n'avaient pas, quant à eux, la victoire arrogante. Non il ne fallait pas que le gouvernement démissionne, ce n'était pas si grave... Bref, de quoi rendre perplexe n'importe quel observateur étranger.

Pour ceux qui comme nous s'étaient abstenus, le spectacle n'avaient rien de réjouissant. La défaite du gouvernement et des milieux économiques ne nous faisait même pas plaisir. Dans les débats qui avaient précédé la votation, aucune voix anti-capitaliste et à fortiori anarchiste ne s'était faite entendre. On avait le choix entre l'Europe capitaliste, égoïste, à deux ou trois vitesses et la Suisse capitaliste, égoïste, à deux ou trois vitesses. Et pourtant ça avait passionné les foules, la votation du siècle, une participation record (78%). Au fil des jours on avait vu un débat économique dériver vers un débat identitaire. On vit même, après la votation, ceux qui soi-disant représentaient l'esprit d'ouverture, les déçus du oui, se replier sur un sentiment localiste anti-suisse allemand.

Ces images nous ont renforcé dans l'idée que le débat sur l'EEE ne posait pas les vrais problèmes. On avait dit "à gauche" qu'au travers de ce traité certains "acquis" de l'Europe "sociale" allaient être "gagnés" : la participation (comités d'entreprises), le congé maternité...

Cela méritait-il de donner des illusions au gens sur l'Europe ? L'Europe véritable n'est-elle pas celle des flics et des patrons ?

Fallait-il renforcer dans leurs illusions ces jeunes qui pleuraient, au lendemain du vote, parce que les ploucs de Suisse-allemande leur avaient soi-disant *volé leur avenir* ?

Et surtout quelle est la valeur d'un "acquis social" obtenu sans mobilisation ? Pour nous, anarcho-syndicalistes, ce ne sont pas les concessions octroyées d'en haut qui ont une valeur, mais les luttes collectives, autogérées, dans lesquelles des solidarités se nouent, des consciences s'éveillent. Alors les "cadeaux" de l'EEE...

Pour comprendre la portée de l'événement, si événement il y eut, il faut revenir un peu en arrière et dire quelque mots sur ce petit pays tellement spécial.

La Suisse c'est le pays du chocolat, mais pas seulement, c'est aussi le pays du consensus. La Suisse n'est pas gouvernée par un parti, ou une coalition de droite ou de gauche, mais par l'essentiel de l'échiquier politique réuni, et ceci depuis bien longtemps. Le gouvernement est constitué de sept "sages", choisis par le parlement au sein des principaux partis. Il y a nécessairement deux radicaux (droite), deux démocrate-chrétiens, un démocrate du centre et deux socialistes, ceci depuis 1960. Au sein de ce "conseil des ministres", un équilibre est également maintenu entre catholiques et protestants, francophones et germanophones... on appelle tout ça la "formule magique"!

Le paquet tient aussi grâce à une autre ficelle: la paix du travail. Une invention qui date de 1937. Cette convention passée entre le patronat et les syndicats, prévoit l'interdiction de la grève pendant la durée des convention collectives. Résultat si des travailleurs se mettent en grève, le syndicat n'a pas le droit de les soutenir sous peine de se voir infliger des amendes salées.

Ce musellement des oppositions à une contre-partie, c'est la démocratie semi-directe. Pour comprendre de quoi il s'agit voici un petit cours de civisme. Nous avons en Suisse :

— le référendum obligatoire en cas de modification de la constitution ou d'adhésion à une organisation internationale (le cas du 6 décembre).

— le référendum facultatif pour lequel il faut récolter 50'000 signatures de citoyen(ne)s, si l'on souhaite qu'une loi votée au parlement soit soumise au verdict populaire.

— l'initiative populaire par laquelle 100'000 citoyen(ne)s peuvent proposer au peuple et aux cantons une modification de la constitution.

Du fait de tous ces mécanismes, on vote souvent en Suisse, sur tout et n'importe quoi: la largeur des camions, le prix du sucre, l'âge de la majorité sexuelle, la procréation assistée, la vivisection, le nucléaire... Il y en a pour tout les goûts.

Si les initiatives populaires passent rarement la rampe, une dizaine ont été acceptées en un siècle, les référendums, par contre, sont assez efficaces. Il suffit qu'il y ait un lobby un peu puissant opposé à une décision du parlement, pour que celle-ci risque de passer à la trappe suite à un vote populaire.

Bienfaits et méfaits de la démocratie semi-directe

Pour le système, les avantages de la démocratie semi-directe sont indéniables. C'est une lourde machine qui intègre et dilue tout ce qui passe par elle. Quand on veut, par exemple, une diminution du temps de travail ou un abaissement de l'âge de la retraite, on recueille des signatures et l'on attend que les autorités veuillent bien soumettre la question au vote des citoyens. Ensuite c'est l'échec.

— En 1976, l'initiative populaire visant à limiter la semaine de travail à 40 heures n'a obtenu que 22% de oui.

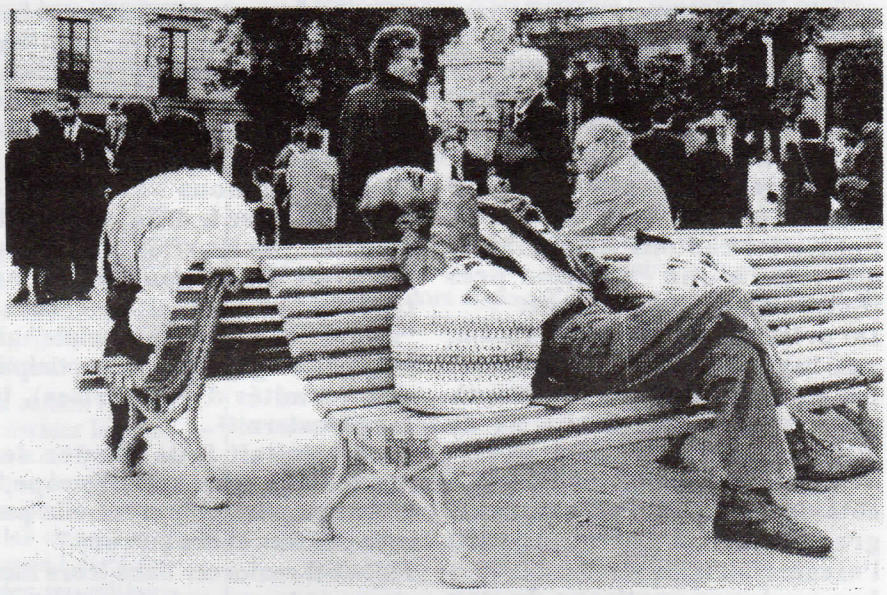
— En 1984, seuls 15,8% des électeurs se sont montrés favorables à une protection efficace de la maternité.

— En 1988, ils ne furent que 35% a accepter le principe d'une baisse de l'âge de la retraite à 60 ans pour les femmes et 62 ans pour les hommes (actuellement 62 et 65 ans)...

Après ce genre de scrutins, ceux qui essaient d'obtenir ces revendications par d'autres moyens (l'action syndicale par exemple) n'ont plus guère de légitimité.

Mais direz-vous, il y a eu cette magnifique votation pour une Suisse sans armée en 1989, un échec certes, mais 35,6% des gens favorable à la suppression de l'armée n'est-ce pas merveilleux ? Sur le moment c'est vrai, les antimilitaristes se sont senti moins seuls. Sur le long terme, le principal résultat à été l'intégration à la vie politique institutionnelle (par la participation à d'autres campagnes référendaires moins "utopiques") de personnes qui avaient tendance à se maintenir en marge du système.

Si la démocratie semi-directe à des effets de régulation irremplaçables, elle comporte pourtant des inconvénients pour le système. C'est un instrument qui manque de souplesse et de rapidité, et ça aujourd'hui, ça ne pardonne pas. Dans la concurrence généralisée que se livrent les Etats modernes, il faut savoir saisir sa chance au vol, on ne peut plus perdre du temps à écouter le "peuple". Malheureusement, pour limiter les droits démocratiques actuels, il faut l'accord du "peuple" lui-même. C'est le serpent qui se mord la queue et l'impasse politique. Les politologues suisses cogitent : Faut-il changer les institutions par un coup de force, à l'aide d'une astuce juridique ou faut-il changer le peuple ? Ils n'ont pas encore trouvé la solution.



Un non nationaliste

Revenons au vote sur l'EEE. L'exemple suisse montre que dans le secret de l'isoloir, le "peuple" est souvent conservateur. Il a tendance à refuser les nouveaux impôts, mais aussi les nouveautés en général. En 1986, pas moins de 75% des votants ont rejeté l'adhésion de la Suisse à l'ONU ! Quand on sait cela, le résultat du 6 décembre est moins surprenant. Il faudrait plutôt relever l'extraordinaire ascendant des autorités sur une partie non négligeable de la population, surtout en Suisse romande. Car sur le thème de l'Europe, c'est un tournant à 180 degrés qui a été pris par les autorités politiques et les principaux partis. Jusqu'à il y a deux ou trois ans, le discours dominant était celui de la voie solitaire (tous unis pour protéger notre paradis fiscal, notre secret bancaire...).

Ce sont les sirènes de la grande industrie et des grandes banques qui ont réveillé les politiciens. La Suisse ne pouvant rester en marge du grand marché, il a fallu changer de disque. Mais voilà, tout le monde n'a pas été d'accord. Les secteurs économiques tournés vers le marché intérieur ont peur de la concurrence européenne, certaines professions libérales (dentistes, avocats...) de leurs collègues européens, peut-être moins gourmands qu'eux. Les entreprises de génie civil craignent les concurrents susceptibles de soumissionner pour les chantiers publics, jusqu'ici réservés aux petits copains des députés (économies budgétaires obligent) etc.

Plutôt que de privilégier les arguments bassement matériels, ce petit monde a choisi le discours patriotique traditionnel. Le non qui l'a emporté est globalement un non de

"droite", nationaliste. Même si le parti écologiste au nom d'une réglementation sur l'environnement plus restrictive en Suisse, appelait à voter non. Vouloir conserver une Suisse propre alors que le reste de la planète est en train de crever, n'est-ce pas aussi du nationalisme ? Quelques socialistes (Andreas Gross le champion de la Suisse sans armée...) étaient aussi opposés au traité, mais les subtilités de leurs arguments sont passés inaperçus. Dans tous les partis, à l'exception de l'extrême-droite (non) (...) on a entendu des voix discordantes. Et en tout premier lieu celle du président de la confédération pour 1993, Adolf Ogi, Européen convaincu, il appartient au seul parti gouvernemental ayant refusé le traité !

L'opposition au traité la plus virulente et la plus significative est d'ailleurs venue de ce parti, l'union démocratique du centre (UDC), un parti agrarien protestant qui vire aujourd'hui vers la droite musclée. Son principal ténor, le zurichois Christoph Blocher, a martelé l'opinion avec des arguments chauvins, fustigeant la bureaucratie de Bruxelles et avançant surtout l'argument de l'afflux incontrôlé des travailleurs étrangers. Dans le programme en 19 points présenté une semaine après sa victoire, l'UDC demande maintenant *la possibilité d'importer de la main-d'oeuvre en fonction de ses besoins.*

Contradiction, en apparence seulement. Le non à l'EEE témoigne surtout de l'attitude de la Suisse traditionnelle vis-à-vis de l'étranger. Les Suisses ont toujours cru qu'il était possible, dans ce domaine, d'avoir le chocolat et l'argent du chocolat. Exploitant honteusement le tiers-monde (jusqu'à maintenant le cacao ne pousse pas en Suisse) les multinationales helvétiques ont pu procurer à leurs concitoyens des emplois au chaud et au sec dans des bureaux domiciliés en Suisse. Idem pour les banquiers. D'autre part, pendant des années, les immigrés ont permis l'ascension sociale quasi automatique de nombreux Suisses qui ont abandonné les emplois pénibles. Que demande aujourd'hui Monsieur Blocher ? Une précarisation accrue des travailleurs immigrés. Le renforcement du statut du saisonnier. Statut honteux qui oblige les travailleurs étrangers qui y sont soumis à laisser leur famille en Italie, en Espagne, au Portugal ou en Yougoslavie pendant les neuf mois par an passés en Suisse. Les patrons comme Christoph Blocher (il est à la tête d'une entreprise où les ouvriers sont particulièrement mal payés) veulent un main-d'oeuvre flexible et docile, soumise à de nombreuses restrictions (les saisonniers n'ont pas le droit de changer d'emploi sauf autorisation spéciale...). Le scandale est là, on exploite le sentiment de peur de l'étranger, pour mieux exploiter l'étranger chez nous, pour permettre à une partie du patronat de continuer à bénéficier d'un système semblable à celui de l'apartheid.

"ON EXPLOITE LE SENTIMENT DE PEUR DE L'ÉTRANGER, POUR MIEUX EXPLOITER L'ÉTRANGER"

Représentant près du tiers des salariés, les travailleurs étrangers n'ont en Suisse que le droit de se taire. Ils sont soumis à cinq statuts différents (permis d'établissement, permis annuel, saisonnier, frontalier et permis de courte durée) sans compter les nombreux travailleurs clandestins et les demandeurs d'asile. Tiens, à ce propos, les partisans de Christoph Blocher ont justement lancé une initiative populaire pour limiter le droit d'asile...

Comme la Grèce antique, la Suisse est un pays très démocratique, comme la Grèce antique, la Suisse a ses métèques et ses esclaves. C'est surtout cette réalité-là qui devrait être connue sur le plan international.

Nouveau patron

LES patrons se suivent et se ressemblent. Prenons par exemple, l'entreprise de confection Veillon (vente par correspondance). «L'Hebdo» (12 novembre 1992) nous apprend que son nouveau patron, Jacques Zwahlen, le beau-fils de l'ancien, a décidé de perpétuer les traditions familiales. Cet ancien marxiste, ex.-militant du POP, ancien collaborateur du journal «la Distinction», pourfendeur de *l'aliénation sexuelle dans la famille bourgeoise...* refuse aujourd'hui, comme le faisait son grand-père hier, de dialoguer avec les syndicats. Voici ce qu'il répond à la journaliste qui l'interroge: *dans certaines industries, la formule syndicale est celle qui convient, mais pas chez nous. Notre interlocuteurs ne peut être qu'une commission du personnel. Certes, la nôtre manque un peu de vision d'ensemble et elle a besoin d'être revitalisée...* Sans doute, puisque l'on apprend par «l'Hebdo» que dans la charrette des récents licenciés figurait, eh oui, la présidente de la dite commission...

La réalité de Mc Donald's

Derrière le visage souriant de Mc Donald's se cache un horrible secret : l'exploitation mondiale des personnes, des animaux et de la terre. Pour la majorité des gens, surtout les enfants, Mc Donald's c'est un peu de divertissement. Mais une fois que vous aurez lu ce qui suit, vous n'aurez peut-être plus très envie d'entrer dans un fast-food.

AFFAMER LES PAUVRES

Mc Donald's possède de grandes extensions de terrain dans des pays pauvres comme le Costa Rica. Alors que des millions de personnes souffrent de malnutrition, le produit de ses terres sert à nourrir du bétail qui sera transformé en hamburger pour les pays développés. Les animaux consomment beaucoup plus de céréales que les hommes. 145 millions de tonnes de grain, utilisées comme aliment pour le bétail, ne produisent que 21 millions de tonnes de viande. Il n'est pas exagéré de dire que lorsque nous mordons dans un hamburger nous volons la nourriture d'un affamé.

DÉTRUIRE LA TERRE

Des compagnies comme Mc Donald's et Burger King détruisent de merveilleuse forêts tropicales pour agrandir leurs ranchos. Il y a 100'000 ranchos à bétail en Amazonie. Et pensons aussi aux forêts qui sont nécessaires pour produire les emballages en papier et en carton... La disparition des forêts à laquelle participe Mc Donald's provoque un certain nombre de phénomènes très graves comme l'érosion et la désertification. Sur le plan mondial on considère que ces phénomènes provoquent la disparition d'une espèce animale ou végétale toutes les quatre heures. Quant aux tribus qui vivaient paisiblement dans ces forêts depuis des millénaire, elles sont condamnées à fuir ou à disparaître.

RUINER TA SANTÉ

La nourriture de Mc Donald's contient beaucoup de graisse animale, de sucre, de sel et très peu de fibres. C'est précisément le genre d'aliment que de nombreuses recherches mettent en rapport avec les maladies cardiaques, les cancers, le diabète et l'arthrite. Tout ça sans compter les additifs chimiques (colorants...). La "bouffe-poubelle" produit de l'obésité car bien qu'elle soit très riche en calories, elle ne rassasie pas.

Au vu de ce qui précède on peut affirmer que se nourrir sainement à une importance politique. Mais c'est aussi un processus au travers duquel chacun prend le contrôle de sa propre vie, dans la perspective de créer une société meilleure dans laquelle l'on exploite ni l'homme ni la planète.

Informations diffusées par le groupe «Libertad» de Barcelone.

Rome
les fast-foods détruisent les monuments

Après des expertises détaillées, les techniciens de la surintendance aux monuments de la ville de Rome ont mit en évidence que les vapeurs de friture des fast-foods rongent les monuments antiques de la ville. L'huile utilisée par Mc Donald's ou Burgy sur les points les plus touristique de Rome — Panthéon et place d'Espagne — dégage des vapeurs grasses qui vont se coller sur la pierre ou le marbre. Cette patine grasse travaille littéralement comme une éponge permettant aux gaz des voitures et aux poussières diverses de coller plus solidement à la pierre.

Et en Suisse ?

Sensibles aux oppositions potentielles et au sentiments nationalistes qui animent nos compatriotes, les responsables de Mc Donald's Suisse affirment se fournir uniquement en viande et en patates suisses. C'est peut-être ce qui explique pourquoi leurs hamburgers sont quatre fois plus chers ici qu'aux Etats-Unis. Pas tout le monde peut bénéficier de la proximité des ranchos latino-américains.

En Suisse la viande est chère, mais sur le dos des travailleurs précaires (chômeurs en fin de droits, immigrés, demandeurs d'asile) on arrive à faire des économies. Nous avons vu des fiches de paye faisant état de salaires mensuels variant entre 2'000 et 2'500 francs nets. Ceci pour des pleins temps comprenant des heures de nuits. Car la pub dit vrai : le dernier hamburger est servi à 23 heures 59. Après il faut encore nettoyer tout le matériel pour le lendemain...

Le premier Mc Donald's suisse a ouvert ses portes en 1976 à Genève. Depuis ils ont connu une expansion ininterrompue. Aujourd'hui ils ont 31 points de vente sur tout le territoire (dont deux wagons CFF circulant journellement). Propagande TV, campagne d'Affichage, gadgets produits en Chine vendus aux enfants en accompagnement du "menu", rien ne nous est épargné. Cette année leur propagande passera au cinéma et à la radio... Pourquoi un tel succès ? C'est triste à dire mais Mc Donald est en quelque sorte un révélateur de notre mode de vie, de notre misère culturelle et sociale. Le moment de sociabilité que représentait traditionnellement le repas est aujourd'hui une corvée, un lieu de conflit dont les familles sont trop heureuses de se débarrasser. Chez Mc Donald's : on consomme, on jette... pas de restes. Le goût est uniformisé, pas besoin de réfléchir à ce qu'on va manger. La vérité c'est que ce n'est pas tant de la viande hachée dans un petit pain que nous allons y chercher, mais la consommation destruction dans l'instant qui constitue l'essence même, la religion du capitalisme.

PRISONS

Marco Camenisch

Nous avons déjà parlé de Marco Camenisch, ce militant anti-nucléaire des Grisons, qui a été condamné en 1980 à dix ans de prison pour s'être attaqué à des installations électriques. Evadé du pénitencier de Regensdorf en 1981, il a été arrêté en Italie en novembre 1991. Un procès, qui doit débuter le 26 mars, décidera de la prolongation de sa détention en Italie ou de son extradition vers la Suisse.

Depuis son arrestation, Marco a été la cible, en Suisse, d'une certaine presse qui l'accuse d'être responsable de la mort d'un douanier, ceci avant même qu'il ait été entendu par le juge d'instruction. L'existence de révoltés comme Marco est-elle tellement insupportable à certains qu'ils "oublient" que tout prévenu à droit à la présomption d'innocence ? S'agit-il de préparer l'opinion publique ?

En Suisse romande, différentes personnes ont déjà décidé de participer à une campagne d'information et de soutien. Une brochure va prochainement être publiée. Pour plus d'informations on peut nous écrire à la case postale.

Son adresse actuelle :
Marco Camenisch
Piazza Filangieri 2
20123 Milan - Italie

DOSSIER "ANTI

DU 2 au 9 novembre dernier, différentes actions anti-fascistes et anarchistes ont eu lieu dans plusieurs villes de Suisse. A Lausanne, l'Association anarchiste antifasciste, constituée pour l'occasion, à organisé quatre manifestations publiques qui ont rencontré un réel succès.

Le mercredi 4 novembre nous avons projeté «Do The Right Thing» de Spike Lee, un film sur le thème du racisme. Le jeudi 5 novembre nous avons organisé une conférence avec l'auteur du livre «les "ultras"», Claude Cantini, qui a parlé de l'extrême-droite en Suisse et des copains français qui nous ont parlé du SCALP et des luttes antifascistes en France. Le vendredi 6 et le samedi 7 deux concerts ont eu lieu sur les mêmes thèmes à «la République».

Cette semaine a été une occasion pour les anarchistes lausannois d'apparaître publiquement et de rencontrer de nouvelles personnes. Nous avons ainsi découvert que beaucoup de gens sont sensibilisés par la montée de l'extrême-droite, par le racisme... et recherchent des réponses pour faire face à cette menace. Comme nous, il y a des gens qui ne se satisfont pas des réactions de principe des politiciens suite à des actes abjects commis par les fascistes. (On se souvient de la manifestation consensuelle qui avait suivit l'attaque à l'arme automatique contre le centre de réfugiés de Montblesson). Mais des illusions subsistent chez certains quant à la possibilité de réunir largement tous les "démocrates" contre l'extrême-droite. Sur ce thème l'exposé de notre copain Eric de Tours, que nous reproduisons dans ce numéro de l'Affranchi, était particulièrement intéressant.

L'expérience française montre que ce n'est pas en défendant le système actuel que l'on a une chance d'entraver la révolte qui soutend souvent l'adhésion à un groupe fasciste. Parmi les fascistes, il y a des grands et des petits bourgeois, mais aussi, de plus en plus, des jeunes, des ouvriers, des chômeurs, des gens que le système écrase et marginalise. Nous n'allons pas empêcher cette dérive en nous alliant aux notables et aux politiciens, en nous unissant à tous ces gens qui à force de mensonges et de fausses promesses ont perdu toute crédibilité.

- FASCISME"

Nous devons être libres de montrer, de façon subversive, où sont nos véritables ennemis. Ceux-ci se trouvent en haut de la hiérarchie sociale, ce sont les patrons, les politiciens, les bureaucrates.

Notre internationalisme doit dépasser les frontière de l'Europe dans laquelle la "gauche" et la droite "sociale" voudraient confiner l'esprit d'ouverture de la jeunesse suisse. Les jeunes magrebins qui risquent leur peau en traversant le détroit de Gibraltar sont aussi nos camarades. Comme bien des jeunes d'ici, ils essaient d'échaper à l'autorité de leur famille dans laquelle le chômage et la misère les enferme. Nos ennemis se sont les puissants, pas les pauvres.

Quand on obéit au chef du parti, qu'on respecte "nos autorités", qu'on accepte des lois qui discriminent les immigrés, qui bafouent le droit d'asile... il est difficile de dénoncer le culte du chef ou la croyance en la supériorité de la race blanche que prônent les fascistes. Le fascisme n'est qu'une forme de patriotisme exacerbé. Comme le fascisme, le capitalisme prône l'écrasement des faibles par les forts, la loi de la jungle, alors pourquoi s'étonner que ce système reproduise périodiquement la bête immonde lors de ses crises ? Ce n'est qu'en étant anti-capitaliste, en prônant les valeurs de l'égalité, de la liberté, de l'autonomie de la personne, quelque soit son origine, que l'on a des chances d'entraîner les révoltés hors des impasses de ce système qui mène de plus en plus de monde au désespoir, au repli sur soi, à l'intégrisme religieux ou nationaliste. C'est pour toutes ces raisons que notre action se voulait anarchiste et pas seulement anti-fasciste, malgré l'étonnement et le rejet que cela à pu provoquer ici ou là.

Globalement cette expérience a été positive. La forte participation, plus d'une centaine de personnes lors de la projection, quatre-vingt environ pour la conférence, plusieurs centaines à l'occasion des concerts, était tout-à-fait réjouissante. Pourtant certain(e)s de nos copains/copines, qui s'expriment un peu plus loin, manifestent une certaine déception.

Les difficultés rencontrées lors de la préparations de la semaine, sont dues, selon nous, en bonne partie à la façon dont l'action a été lancée. Le cadre de cette semaine (date...) n'a pas été construit par les gens ici localement. Le projet a été d'une certaine manière "parachuté" depuis Genève par des gens réunis autour du «Zombie libéré». Ces copains se sont adressés à différents groupes et individus considérés comme anarchistes à Lausanne pour leur proposer ce projet. Or parmi les personnes réunies à Lausanne à l'initiative du «Zombie», il y avait des gens qui n'étaient pas entièrement convaincus par le projet, mais qui ne voulaient pas rater cette occasion de mettre en vue leur organisation. Ce malentendu de départ est, à notre avis, l'une des causes du malaise qui a entouré la préparation de la semaine et qui hypothèque maintenant la poursuite des activités du collectif. Peut-être était-il faux aussi de s'illusionner sur cette idée d'action conjointe de dimension nationale... Mais de toute manière le plus important c'est que même si c'était de façon modeste et ponctuelle, nous avons, durant ces quelques jours, occupé le terrain de la révolte et de la fête, et que nous ne sommes pas prêts de nous le laisser disputer par les fascistes.

Les amis de l'AIT

COMMENT LUTTER CONTRE LES FASCISTES ?

Eric S.

QUESTION d'actualité s'il en est, elle doit être avant tout, abordée à la fois avec un éclairage local (fait de nos expériences face à un certain contexte) et de façon plus globale, de manière à ce que les expériences des uns et des autres se relient, s'enchevêtrent et fassent naître une réponse possible à la dérive actuelle.

Diverses possibilités et expériences se sont offertes à nous, en France, ces dernières années. Ce qu'il faut savoir d'abord, c'est que la France des années 80 s'est caractérisée par la montée en puissance d'un groupuscule, le Front National (FN), qui, aujourd'hui, a implanté un réseau solide dans tout le pays, où se retrouvent des gens de tous les milieux, et qui offre une réelle alternative aux magouilles et contradictions des quatre grands partis historiques: le RPR et l'UDF pour la droite, le PS et le PC pour la gauche. A tel point, qu'actuellement, le FN revendique 75'000 adhérents (25'000 selon la police), et contrôle une nébuleuse d'associations dont il tire une très grande force. Citons, pour les plus importantes, le Comité de Défense des Commerçants et Artisans (CDCA), le Cercle National des Combattants (CNC), les Comités Chrétienté Solidarité (CCS), la Fédération Professionnelle Indépendante de la Police (FPIP), etc. Aux dernières élections régionales, en mars 1992, le Front National obtient 13,9 % des voix et 239 conseillers régionaux. C'est moins que les chiffres escomptés (certains annoncent même cela comme un signe d'érosion), c'est quand même beaucoup. De toute façon, il talonne de près les partis "officiels" et dépasse depuis plusieurs années le Parti communiste. Avec ses dix parlementaires européens, le FN constitue l'ossature du groupe des droites européennes à Strasbourg.

Le succès du FN s'explique de diverses manières. J'en retiendrai trois. La première, la plus classique, celle que l'on retrouve partout en Europe: la société moderne secrète chômage et précarité; elle développe les exclusions et fait naître des pertes d'identité individuelle et collective lors des grandes restructurations qu'elle provoque. La deuxième, de nature sociologique, fait le constat suivant: le FN est une force populaire composée de milliers d'adhérents, répartis dans de nombreuses associations qu'ils créent, dirigent ou orientent. La troisième, est que ce parti occupe, depuis plusieurs années, la première place médiatique. Il crée des scandales à la télévision (calembours antisémites), il est régulièrement présent sur les marchés, il n'arrête pas de faire des campagnes d'affichages pendant et hors des périodes électorales, et ce jusque dans les moindres recoins du pays.

LE FRONT NATIONAL PROGRESSE

Quelques soient les mensonges ou les contrevérités que nous assène son leader, Jean-Marie Le Pen, le FN progresse et ne change pas de discours. C'est un élément de poids lorsque l'on sait que la classe politique, et particulièrement le PS au pouvoir, s'est faite la championne des discours girouettes qui provoquent la déroute complète de l'électorat. Avec les nombreuses "affaires" qui ont secoué la France ces dernières années (délits d'initiés, scandales politico-financiers, fausses factures, scandale du sang contaminé), le discrédit s'abat sur les "politiques" qui, plus le FN pro-

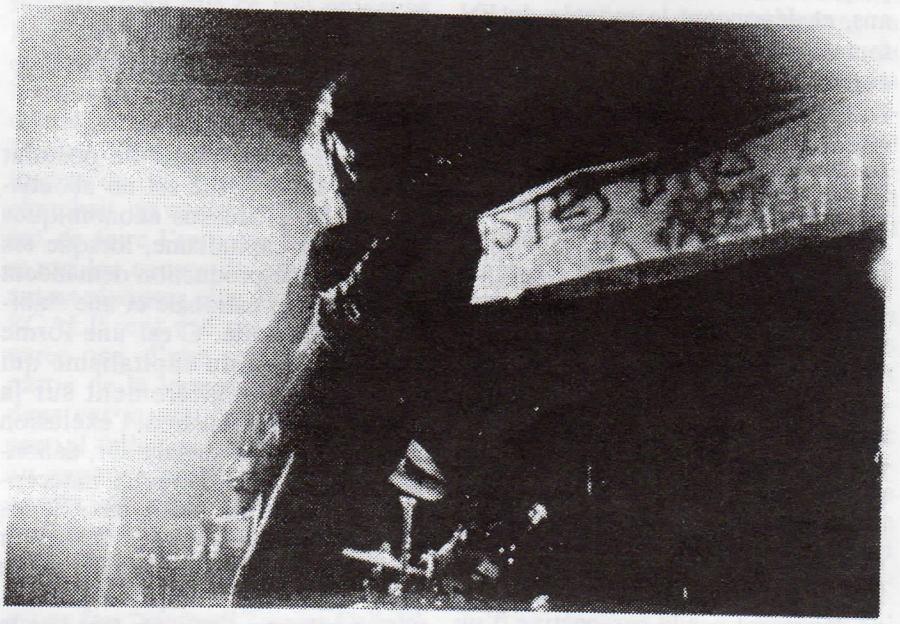
gresse, sont obligés de se positionner par rapport à lui, en l'absence de tout projet mobilisateur. Ainsi, pour le FN, la situation est plus que jamais favorable. Ses dirigeants en sont conscients et l'analysent de la façon suivante (Bruno Mégret dans "La lettre de Le Pen" de juin 1992): «Le FN a des atouts déterminants:

— L'effondrement du communisme signifie la mort clinique des idéologies. Le marxisme mettra du temps à disparaître du monde des idées, mais ses reculs sont accompagnés d'un "no man's land" politique et idéologique.

— Le balancier de l'histoire met en avant le camp des valeurs et de l'identité.

- La "menace islamique" est une constante. La pérennité des problèmes quotidiens subits par les français et leurs aggravations, renforcent le vote frontiste... Il convient de faire, toujours plus, preuve de patience et de tolérance à l'égard des indécis: il nous faut rassurer et séduire en multipliant les initiatives originales, en prenant nos adversaires à contre-pied... Il faut démontrer que notre combat d'aujourd'hui s'apparente à celui des résistants d'hier (exemple sur Maastricht ou sur l'immigration)».

Parallèlement existent depuis longtemps en France des groupes plus droitiers que le FN. Si, à sa naissance, en 1972, il se voulait être la synthèse des divers courants extrémistes de droite, le FN en a laissé un certain nombre sur le bord de la route. Citons pour mémoire diverses formations qui sévissent dans l'hexagone: l'Action Française, qui naît au début du siècle, groupe un millier d'adhérents. Actuellement, elle subit une inflexion nationaliste révolutionnaire qui la pousse à travailler avec un autre groupe, qui compte à peu près autant d'adhérents, la Nouvelle Résistance (anciennement Troisième Voie). Créée en 1979 et longtemps dirigée par Jean-Gilles Malliarakis, qui a rejoint depuis peu le bureau politique du FN. La Nouvelle Résistance se spécialise dans la lutte contre la domination des deux impérialismes. D'un antisionnisme forcené, ses militants, dont bon nombre de skin heads, n'hésitent pas à se confronter aux CRS lors des manifestations. Ce groupe se réfère aussi au révolutionnaires communards et aux libertaires, «qui ne sont pas des ennemis mais des adversaires». Un autre groupe, l'Œuvre Française, créé en 1968 et dirigé d'une main de fer par Pierre Sidos, voit ses quelques centaines de membres vouer un culte sans faille à Pétain. Enfin, pour la bonne bouche, le PNF (Parti Nationaliste Français) est issu d'un courant nationaliste révolutionnaire du FN. Les trois ou quatre cents adeptes de ce groupuscule sont dirigés par Pierre Bousquet, un ancien Waffen SS de la "division Charlemagne". Il perd son courant activiste en 1986; ce dernier, fort de quelques dizaines de membres, fonde le PNFE (Parti Nationaliste Français et Européen), lequel, sous l'égide de son leader, Claude Cornilleau, est à l'origine de plusieurs attentats sur la côte d'azur contre les foyers de travailleurs émigrés et contre le journal "Globe".



Les skin heads, bien que largement utilisés par ces groupes, restent en majorité en marge des organisations. Un temps courtisés par le FN qui fit appel à eux pour les services d'ordre de manifestations et de meetings, mais jugé trop remuants et nuisibles à l'image de marque d'un mouvement qui jouait la carte de la respectabilité, on les retrouve soit à Nouvelle Résistance, soit à l'Œuvre Française, mais aussi hélas le plus souvent dans la rue, où ils attaquent en bandes. En 1989, selon le "Civic" (le bulletin du ministère de l'intérieur), ils sont responsables de 30% des délits violents constatés.

Citons enfin, ce que j'appelle les "infiltrés". Tout d'abord le Centre National des Indépendants (CNI), parti de droite classique qui fait le pont entre les fachos et la droite établie. Et puis un certain nombre de parlementaires et d'anciens ministres: Patrick Devidjan (RPR), ancien d'Occident (groupuscule néo-nazi des années 70) que l'on a vu récemment parader à une fête de SOS racisme, Gérard Longuet (UDF) et Alain Madelin (UDF), anciens d'Occident eux aussi, Gérard De Villiers (UDF), champion du "combat pour les valeurs" et Michel Poniatovski (UDF) (...)

Ainsi, voici dressé dans ses grandes lignes, le visage d'une extrême droite française qui fait figure de locomotive vis-à-vis des autres groupes fascistes européens.

QUELLE RIPOSTE ?

Face à cette montée en puissance, la riposte n'est pas facile, dans le contexte présent de désertification de l'espace militant. Diverses initiatives ont été prises contre ce "fascisme triomphant". Elles se situent pratiquement toutes "à la gauche de la gauche", car, comme je l'ai déjà laissé entendre, la gauche et particulièrement le PS s'est déconsidéré par sa gestion du capitalisme. Le PC, quant à lui subit depuis plus de 10 ans une décrépitude accélérée

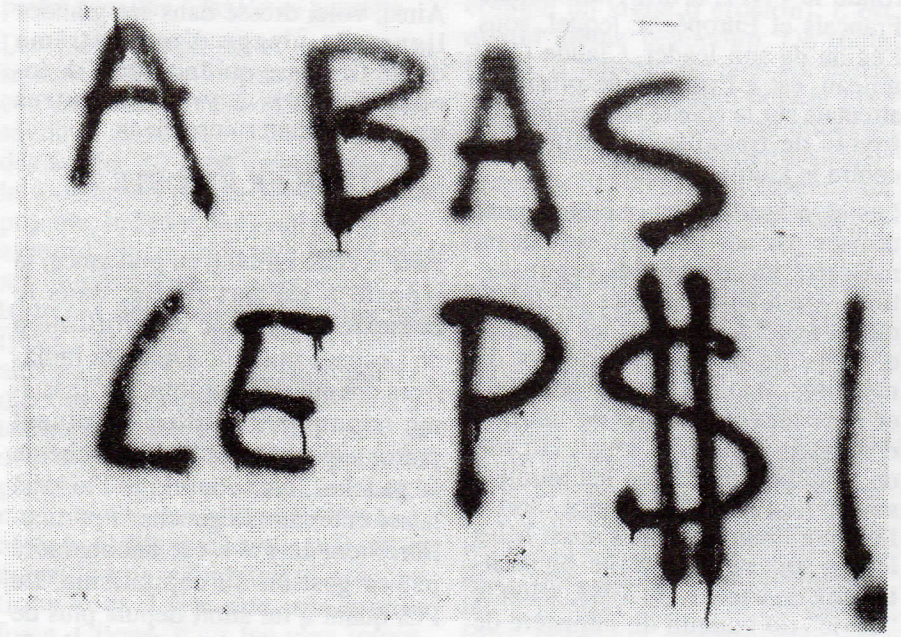
par les événements à l'Est. Il ne peut plus jouer un rôle moteur, ceci d'autant qu'il fût, au début des années 80, responsable d'initiatives douteuses (il envoya les bulldozers détruire un foyer d'immigrés à Vitry, un de ses fiefs de la banlieue parisienne). Jean-Christophe Cambadelis (député PS) a bien tenté dernièrement de faire un "manifeste des 50", sorte de faire valoir antifasciste du PS, diabolisant le FN, mais l'initiative n'est guère concluante. Autrement plus sérieux est "l'appel des 250" qui tire son nom d'une déclaration faite ou signée par 250 personnes, des intellectuels pour la plupart, il y a un peu plus de deux ans, et dénonçant la montée du FN tout en s'attaquant à ses causes. Des écrivains comme Gilles Perrault, Didier Dænincks, Anne Tristan dénoncent et disent: «la bataille doit être livrée devant les tribunaux, dans les médias et dans la rue... Il faut imposer les mesures sociales et politiques propres à enrayer le développement du racisme». Un certain nombre de groupes se créent en province, mais la "contre offensive" désirée par les 250 a du mal à décoller... Peu de monde à leurs initiatives (autour de 300 personnes à la manifestation contre Le Pen du 1er mai 1991 à Paris), peu de vocations militantes. En fait, les 250 se heurtent à deux écueils. D'une part, ils ne dépassent pas la perspective d'un "antifascisme moral et libéral" qui se polarise sur l'antiracisme. D'autre part, ils ont comme seule perspective, une stratégie de pression sur le parti gouvernemental (par des courants internes ou externes à l'exemple de Julien Dray — député PS — ou de la LCR). Enfin, le problème de fond étant que "l'appel des 250" fait fi, à sa création, de "l'antifascisme radical" et de ses cinq années d'action, tout comme "SOS racisme" s'était assis sur les associations de lutte qui furent à l'origine des diverses "marches pour l'égalité". C'est à ce pôle antifasciste radical que je vais désormais plus particulièrement m'intéresser.

LE POLE ANTIFASCISTE RADICAL

Il se construit à partir du postulat suivant: le fascisme est un aboutissement de processus économiques propres au capitalisme, lorsque les impératifs de production demandent une cohésion nationale et une stabilité sociale forte. C'est une forme d'exploitation du capitalisme qui s'appuie particulièrement sur la soumission, l'aliénation, l'exclusion et la destruction sociale. Or, dénoncer les thèses sinistres et inacceptables du FN ne suffit pas. Et les efforts déployés par les 250 pour mettre en relief les aberrations du programme économique de ce dernier, tombent à l'eau dès lors que la droite, comme la gauche, en appliquent de fait une partie: chasse aux clandestins de Pasqua, refus de la citoyenneté du PS (pas de droit de vote aux émigrés, exclusions des logements sociaux), développement de l'esprit national (protocole d'accord armée - éducation nationale).

Un combat antifasciste ne peut pas (...) faire l'impasse sur les responsabilités de chacun et s'attaquer aux causes du "mal".(...)

Né peu de temps après l'entrée en force du FN sur le devant de la scène politique française, le premier groupe antifasciste libertaire, le SCALP (Section Carrément Anti Le Pen) de Toulouse fait son apparition tonitruante en réunissant plusieurs centaines de manifestants contre un meeting de Le Pen en 1984. Manifestation offensive qui laisse des bleus un peu partout... Un certain style est né. Les copains de la CNT Toulouse participent activement à sa création. En 1987, cinq groupes (Lille, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse) créent la Coordination Nationale AntiFasciste (CNAF) et lancent un appel national. Très rapidement une quinzaine de groupes voient le jour dans le pays, épaulés par une dizaine de liaisons. Le travail des SCALP va être tourné vers la sensibilisation avec de nombreux journaux, tracts et affiches et vers la mobilisation contre la répression (bavures policières, expulsions, droit d'asile). Ils s'adressent à un public jeune, se référant à une culture marginale (rock alternatif) atteignant parfois des prolétaires d'origine immigrée (zoulous, ducky boys). De nombreux jeunes libertaires vont s'y retrouver. Le lien entre tous étant un refus radical et émotionnel de Le Pen. Pour les SCALP, il s'agit de renforcer un espace d'intervention entre deux occupations de rue. L'apogée de la CNAF va être incontestablement l'année 1990. Elle réunit à Paris 1200 personnes dans un cortège commun avec la CNT, le 1er mai, et participe, avec les autres organisations libertaires, à une manifestation autonome vis-à-vis des autres organisations de gauche, à Tours, le 27 août 1990 contre la tenue de l'université d'été du FN dans la ville.



Avec 250 personnes, le pari est une réussite. Mais au sein de la CNAF il y a des tiraillements entre ceux qui veulent se limiter exclusivement au terrain antifasciste et d'autres qui privilégient une vision plus globaliste, plus révolutionnaire. Les rescapés du maoïsme se regroupent globalement dans la première tendance, la majorité libertaire dans la seconde. Or les réunions nationales se bloquent sur ces positions et n'arrivent pas à lancer une dynamique nouvelle. La machine a des ratés et après la manifestation désastreuse du 1er mai 1991 à Paris, où 300 scalpeurs s'amusent à briser des vitrines, la CNAF implose.

Sur les problèmes idéologiques qui se posaient au sein de la CNAF, une remarque de Bordigua me revient à l'esprit: "l'antifascisme est le pire produit du fascisme". C'est vrai, et c'est le danger qui nous guette; c'est vrai parce que le fascisme est l'ennemi désigné par l'Etat, et qu'en se bornant à n'attaquer que le fascisme, on n'attaque pas l'Etat. C'est faux, si l'on englobe l'antifascisme dans notre combat contre l'Etat et son organisation économique. Il faut donc que tout combat antifasciste se place dans un combat global de changement social et c'est là-dessus que je voudrais conclure.

On l'a vu, en France, diverses réponses ont été données face à la montée de l'extrême droite. Les unes institutionnelles; il fallait faire barrage au FN et pour ce faire créer un front antifasciste le plus large possible au nom de certaines valeurs antiracistes et humanistes. Mais faire de l'antifascisme voulait dire aussi qu'il était hors de question de remettre quoi que ce soit en cause. Le FN et les groupuscules néo-nazis qui vivotaient autour de lui étaient les ennemis à abattre, et les gens de droite, comme le maire de Lyon, Michel Noir, pouvaient côtoyer les leaders du PS, Rocard et Fabius. On cherchait un consensus qui permettait de faire l'impasse sur l'analyse et sur les causes du problème. Les autres réponses plus offensives, type SCALP, ont été un grand espoir parce que, d'une part, on a vu une partie de la jeunesse se repolitiser dans ces structures et que d'autre part, il fallait parfois agir vite face au groupes particulièrement hargneux de skin heads. Or nous connaissions bien ces "oiseaux", nous les pistions de près, et les résultats ont été là: à Tours, nous avons fait "tomber" Olivier Devalès représentant en France du Ku Klux Klan, et nous avons fait disparaître un groupuscule néo-nazi qui se montait, "les loups blancs". Travail de fond avec les risques qui en découlaient. Deux de nos militants à l'époque ont été agressés. Nous avons aussi tenté d'occuper la rue, en organisant des ripostes face à chaque agression fasciste. Les médias ont commencé à s'intéresser à nous. Mais derrière tout cela, le SCALP a toujours été un groupe marginal, tenu par un nombre restreint de militants, malgré de très nombreux sympathisants. De ce fait le SCALP ne s'est pas avéré être l'outil adéquat pour combattre avec efficacité le fascisme, qui n'a cessé de progresser depuis. Coupé du monde du travail et tenu à l'écart par les organisations ouvrières qui se méfient de son côté sulfureux, le SCALP manque de relais. Et si la volonté de certains militants a toujours été de se sortir de ce ghetto "en allant dans les cités", on en est resté aux vœux pieux. Situation paradoxale d'ailleurs, puisque lors des dernières élections régionales, de très nombreux meetings du FN ont déclenché des bagarres ou ont été purement et simplement interdits par peur des incidents. Nous l'avons vu dans notre coin, où nous sommes intervenus sur trois villes, Blois, Poitiers et Tours et où, à chaque fois, une partie importante des manifestants nous a rejoints pour aller le plus loin possible près du meeting du fasciste Le Pen où seuls les cordons de CRS ou de gendarmes mobiles nous arrêtaient. Avec cette constante: les parents syndiqués restent dans la manifestation officielle, et leurs enfants nous rejoignent en nombre. Avec aussi la surprise de voir notre discours apprécié lors des meetings unitaires d'après manifestation. A Tours, devant une centaine de personnes, et à Blois, devant environ 500 personnes, j'ai défendu nos thèses et elles ont été largement applaudies. Mais le lendemain, chacun reprend ses petites habitudes, et le SCALP reste toujours aussi seul. C'est pour cela que nous devons en tirer les conséquences et enrichir notre combat et nos analyses de ce type d'expériences. Je pense que la démarche la plus efficace contre la dérive fasciste se construit partout, en tout lieu et en toute situation. C'est en ne laissant rien passer autour de soi, dans l'entreprise, au bureau d'embauche, dans les faits et gestes quotidiens que le combat se mène. C'est en reliant les expériences autonomes et en favorisant leurs confrontations que le combat se mène. C'est en réaffirmant notre démarche de classe et non un humanisme quelconque que le combat se mène. Il ne s'agit pas seulement de se limiter au débordement des organisations d'extrême-droite, mais il s'agit surtout d'apporter une réponse globale face à un monde politique dont les représentants, qu'ils soient de droite ou de gauche, n'ont plus rien à dire. La tentative de réorganiser les opprimés autour d'un syndicalisme de classe internationaliste et qui cherche à unir tous les exclus du système, comme le fait l'AIT depuis plus d'un siècle, est sans aucun doute une des solutions.

Lausanne, le 5 novembre 1992

LAUSANNE

DU 2 AU 8 NOVEMBRE 1992

SEMAINE ANTIFASCISTE

C. C. & Q.Q.

LA Suisse, bien qu'elle fasse moins parler d'elle que ses deux grands voisins la France et l'Allemagne, n'est pas épargnée par la résurgence d'idéaux racistes et xénophobes utilisés - mais pas seulement - par l'extrême droite. La crise économique actuelle constitue un terreau d'autant plus fertile qu'elle n'avait jusqu'alors que peu touché les habitants de ce pays. La Suisse, Terre d'Asile par vocation (?!?) ouvre de plus en plus grand ses portes à l'intolérance et à l'exclusion.

Durant cette semaine Antifasciste du mois de novembre, diverses activités ont été organisées dans plusieurs villes de Suisse. Pour notre part, nous avons participé à l'élaboration et à la réalisation des activités lausannoises, au sein d'une association "bidon" créée pour la circonstance. Le bilan qui suit reflète notre point de vue personnel et n'est pas forcément celui de tous les membres de l'association.

PRÉPARATION ET DÉROULEMENT DE LA SEMAINE

L'association regroupait des personnes de pratiques, d'expériences et de conceptions très diverses au sein même de la lutte antifasciste et ses corollaires. S'y trouvaient tant des membres de groupes que des individus non organisés. Cette situation, si elle fut intéressante par les différentes visions qu'elle proposait, fut parfois difficile à gérer du fait de la difficulté, voire même de l'impossibilité, à parvenir à un consensus. Ainsi nous avons très vite dû laisser de côté les questions de fond afin de ne pas sacrifier la réalisation de la semaine. Par ailleurs, des personnes très intéressées par le thème mais sans expérience politique ont été rebutées par les prises de bec idéologiques des débuts et ont cessé de venir, ce que nous trouvons regrettable.

Toujours est-il que malgré les tensions internes et les difficultés de dialogue avec les organisateurs des autres villes de Suisse, nous étions prêts à la date convenue. Avec comme slogan: "La Peste revient, réagissons."

Tout au long des manifestations (film, débat, concerts du week-end) nous présentions un stand d'information (tracts, T.-Shirts, livres etc...) ainsi qu'une exposition mobile. Cette dernière, par la juxtaposition d'articles de presse présents et passés concernant des évènements de caractère fasciste en Suisse (attentats racistes, complaisance des autorités...), devait pousser le public à une réflexion personnelle.

BILAN

L'affluence à toutes les manifestations fut bien plus grande que nous n'osions l'espérer. En ce sens-là le bilan est très positif: le thème du fascisme n'a pas laissé les gens indifférents. Néanmoins la majorité du public était constituée de personnes déjà sensibilisées et, pour beaucoup d'entre-elles, déjà engagées politiquement. Quant aux concerts, ils attirèrent aussi les "foireurs du samedi soir" qui n'étaient pas forcément concernés par le thème de la semaine et venaient en consommateurs. Enfin, vu le manque de consistance des groupes, particulièrement à Lausanne où il n'existe pas à proprement parler de force alternative, nous avons eu de la peine à proposer quelque chose de solide à ceux qui le demandaient, si ce n'est l'encouragement à des initiatives personnelles.

LES SUITES

Elles ne sont pour l'instant pas très fertiles. En effet, l'idée de départ n'était pas de constituer un comité d'action antifasciste mais de sensibiliser le grand public, d'offrir une occasion de rencontres et d'échanges et d'affirmer des positions autres que celles de l'idéologie ambiante. En ce sens, même si nous espérions - et espérons toujours - des suites, la semaine n'était qu'un événement ponctuel.

Chacun a maintenant rejoint ses préoccupations primordiales (syndicats, journaux, squatts etc...). Reste le désir, pour beaucoup d'entre-nous, de continuer à agir ensembles pour tout ce qui concerne la lutte anti-autoritaire au sens large.

Décembre 1992

Une réponse d'Alain Bihr

Alain Bihr

CHERS camarades, j'ai pris connaissance de l'article du dernier numéro de votre revue qui est consacré à la discussion de certaines des thèses que j'ai eu l'occasion de défendre dans mes derniers écrits. Je désire y réagir rapidement, de manière à alimenter le débat.

Ou plutôt de manière à créer les conditions d'un authentique débat. Car l'article en question me paraît plutôt inspiré de la volonté, relativement stérile, de polémiquer de manière à discréditer "l'adversaire", plutôt que de celle de discuter honnêtement ses thèses.

Ariane me reproche tout d'abord de renoncer au concept de "capitalisme d'Etat". Soit. Mais j'aurais aimé qu'elle reprenne, pour en montrer les limites éventuelles, voir l'inanité, les différents arguments que j'avance pour expliquer la nécessité d'abandonner cette notion, qui ne paraît pas (plus) répondre aux exigences de la compréhension des sociétés de l'Est européen et de l'ex-URSS, aujourd'hui plus encore qu'hier. Se contenter de dire qu'il n'est «pas besoin d'être très malin pour comprendre que le modèle économique du capitalisme, élaboré par Marx à partir des sociétés de son temps, ne s'appliquait pas à l'économie planifiée qu'ont connue les pays de l'Est», c'est au minimum réduire la portée de mon analyse, voir avouer implicitement qu'on ne l'a pas saisie.

Car, toute mon argumentation vise à montrer que ce dont ont été radicalement dépourvues ces sociétés et ce qu'elles cherchent précisément à créer aujourd'hui, ce sont des institutions telles qu'un véritable marché du travail, un marché des moyens de production et un marché du capital (un marché financier) qui ne sont pas propre à une forme *historique* du capitalisme, mais à toute forme du capitalisme quelle qu'elle soit. Encore une fois, qu'est qu'un capitalisme sans ces institutions ? Autant concevoir un régime esclavagiste sans marché des esclaves; autant concevoir un couteau sans manche auquel on a ôté la lame !

La même mauvaise foi ou incompréhension me semble caractériser le procès qu'Ariane me fait à propos de l'usage de la notion de "collectivisme bureaucratique". Pour qui me lit sans à priori, il est évident que ce qui m'importe, c'est la compréhension de la nature de ces régimes, de ce qu'ils ont été ou n'ont pas été (qui détermine en partie ce qu'ils sont en train de devenir), et que l'étiquette que l'on peut leur accoler me paraît une question secondaire et subalterne. A telle enseigne que je m'exprime à ce propos en ces termes : «Et s'il faut absolument poser un nom sur leur cadavre, je proposerai qu'on parle d'eux (au passé) comme des régimes de "collectivisme bureaucratique", en retenant deux de leurs traits essentiels : la propriété étatique des moyens de production, la forme bureaucratique de l'organisation sociale».

Pour Ariane, l'usage du terme "collectivisme" pour dénommer ces régimes est inacceptable, sous prétexte que ce terme a été utilisé dans un sens fort différent par la tradition anarchiste. Mais me dit-elle pas elle-même un plus haut que «pour qu'un large débat soit possible il faut utiliser les mots dans leur acception la plus courante, celle qui est connue du public et dont on trouve la définition dans les dictionnaires» ? Je la mets au défi de montrer en quoi l'usage que j'ai fait en l'occurrence du mot collectivisme contrevient à ces exigences...

Je passe sur sa tentative de me prêter les thèses de Rizzi (et à travers lui je ne sais quel déterminisme marxiste), que je connais et dont j'ai eu l'occasion de me démarquer dans un ouvrage antérieur auquel je la renvoie (ainsi que le lecteur) : *Entre bourgeoisie et prolétariat : l'encadrement capitaliste*, paru chez l'Harmattan en 1989.

Et j'en viens à l'accusation suprême, infamante entre toutes : «Bihr remet en cause toute idée de renversement violent du système (...) Bihr met en avant une sorte de réformisme libertaire : la lente construction d'une "socialité alternative"...». Là encore, s'agit-il de mauvaise foi ou de pure et simple incompréhension de ce que j'ai écrit ? Que l'on se reporte notamment au chapitre XI Du *"Grand soir" à "l'alternative"* [Editions ouvrières, 1991]. J'y dis en substance (excusez-moi pour la longueur de la citation de la page 229) :

La "rupture" révolutionnaire est le «moment où le contre-pouvoir prolétarien parvient à démanteler l'appareil d'Etat pour se substituer à lui dans la gestion générale de la société. Nous évoquerons plus loin comment un tel démantèlement est possible.

Cette "rupture" avec le capitalisme aura été préparée par une lente et patiente reconquête par les forces prolétariennes de la maîtrise sur leurs conditions sociales d'existence, dans le travail aussi bien qu'hors du travail; par un long et sans doute difficile

apprentissage de l'auto-organisation dans les luttes, de la démocratie directe, de l'autogestion de la vie sociale; par un processus ininterrompu d'"expérimentation sociale", avec ce qu'il implique de tâtonnements, d'essais et d'erreurs rectifiées, permettant l'enrichissement de la conscience de classe, le renforcement du désir d'autonomie individuelle et collective ainsi que de la conviction de la possibilité de fonder sur cette dernière une réorganisation globale de la société. En un mot, la "rupture" avec le capitalisme aura ainsi été précédée et préparée par la maturation d'un contre-pouvoir prolétarien, se renforçant, tant objectivement que subjectivement, au rythme des concessions, réformes, ruptures partielles obtenues par ses luttes contre le pouvoir capitaliste.

Pareille "rupture" révolutionnaire, dût-elle prendre des formes insurrectionnelles, n'a rien à voir avec l'action putschiste d'une minorité de "révolutionnaires professionnels" s'auto-proclamant et s'auto-instituant en direction du processus révolutionnaire, dans un rapport "substitutiste" aux masses. Elle est au contraire l'acte qui couronne la réappropriation collective par les travailleurs de la capacité à diriger et organiser la société, au terme d'un processus qui aura vu se développer de pair leur pouvoir, leur autonomie et leur conscience.»

On est loin de ce que Ariane m'attribue...

Quant à mon prétendu messianisme, il n'existe là encore que dans l'esprit d'Ariane, qui déroule décidément bien mal le fil de ma pensée... Quand je parle de la société communiste, je ne dis nulle part qu'elle va naître nécessairement (au sens de inévitablement) des contradictions de la société présente. Je dis même le contraire; voici les dernières lignes de l'ouvrage incriminé (c'est la dernière fois que je me cite) : «le projet communiste donne seul sens (signification et orientation) aux contradictions et aux possibilités d'une époque qui, livrée à elle-même, ne peut que sombrer dans une monstruosité et une absurdité également barbares.» (page 294). Ce qui signifie clairement : 1) que le communisme est de l'ordre du projet et non pas de la fatalité historique; 2) que la réalisation de ce projet est rendu nécessaire (au sens d'indispensable) par les contradictions qui déchirent notre monde; 3) en même temps qu'il est rendu possible par [les] potentialités qu'il recèle; 4) et que rien de tout cela n'est pourtant gagné d'avance : la plongée dans la barbarie est tout aussi (sinon même plus) probable que "l'avenir radieux". Il faut beaucoup d'imagination pour y trouver trace d'une quelconque espèce de messianisme, marxiste ou autre...

J'espère qu'une prochaine livraison de votre revue accueillera les lignes précédentes, au nom d'un simple droit de réponse, si ce n'est au nom de la communauté d'intérêts politiques que j'ai la faiblesse de nous attribuer, malgré tout.

Strasbourg, le 16 décembre 1992

Commentaires

Ariane

LA lettre d'Alain Bihr appelle quelques commentaires. Je commencerai par des définitions :

Collectivisme :... 1° Doctrine représentant un socialisme non étatiste et non centralisateur. 2° Par extension, régime social et doctrine de la propriété des moyens de production (et d'échange) par la collectivité. Voir communisme, marxisme, socialisme... «Petit Robert» 1989.

Collectivisme: Système économique visant à la mise en commun, au profit de la collectivité, des moyens de production. «Petit Larousse» 1981.

Le terme collectivisme a une valeur symbolique. Il appartient à la tradition anarchiste, mais aussi à la tradition socialiste dans son ensemble. Il est bien mal venu de l'utiliser pour désigner un régime barbare qui a trompé les travailleurs du monde entier pendant 70 ans.

Alain Bihr utilise le terme "collectivisme" pour désigner *la propriété étatique des moyens de production*, le terme bureaucratique s'appliquant à la forme de l'organisation sociale (voir son texte). Propriété étatique serait donc synonyme de propriété collective ? Venant d'un libertaire, cette définition surprend.

Le concept "messianisme marxiste" que j'ai utilisé à son propos est, je le reconnais, assez mal choisi. D'autres parlent de la "science" du matérialisme historique... Ce que je voulais dire c'est que de façon certes discrète et sophistiquée, Bihr suggère qu'il y aurait un certain nombre d'étapes au travers desquelles il faudrait passer pour arriver (éventuellement) au communisme. Il commence sa série d'articles parus dans «A contre courant...» par une citation de Marx & Engels, pour qui le communisme constitue *le mouvement réel qui abolit l'état actuel...* Pour Bihr le communisme comporte deux aspects, un aspect subjectif le "projet" qui existe depuis l'antiquité et *un aspect objectif, le capitalisme faisant naître et développant les possibilités objectives d'un autre mode de production en son propre sein, donc les conditions de son propre dépassement* «A contre courant» n°27. C'est cette conception qui l'amène à écrire ce que je considère comme des crétineries sur les pays de l'Est... Mais c'est aussi parce qu'il reste en quelque sorte prisonnier de ce modèle, qu'il propose de suivre une certaine stratégie.

(Evidemment il n'est pas inutile de s'interroger sur la "nature" des sociétés totalitaires à économie planifiée. C'est un autre débat qui n'est pas clos et qui doit se poursuivre si l'on veut éviter qu'une prochaine révolution nous entraîne vers ce type de barbarie). Je ne développerai pas ce point que j'ai déjà abordé dans mon précédent article, voir «l'Affranchi n°4».

Je voudrais revenir ici sur l'hypothèse d'Alain Bihr suivant laquelle

la transition du capitalisme au communisme a d'ores déjà commencé, et qu'elle doit se poursuivre à l'intérieur du capitalisme lui-même «A contre courant» n°28. D'après moi cette hypothèse ne s'appuie sur aucun constat empirique sérieux. C'est seulement une déduction logique de sa conception matérialiste de l'histoire, conception que je rejette même si je n'ai aucune théorie générale à proposer à la place. Je pense seulement qu'il faut chercher ailleurs.

Partant de cette fameuse hypothèse, Bihr met en avant, sous la dénomination de *nouvelle stratégie*, une série de choses absolument pas nouvelles et que je qualifierais de "vieux réformisme sous de nouveaux oripeaux". La stratégie qu'il développe dans «Du "grand soir" à "l'alternative"» présente certes des aspects avec lesquelles je ne peux qu'être d'accord : l'auto-organisation des luttes, l'expérimentation sociale, etc. Mon propos n'est pas ici de souligner ce que j'approuve, mais de mettre le doigt sur les aspects équivoques qui encouragent des pratiques susceptible de renforcer le système plutôt que de le détruire. Je fais référence ce qu'il appelle *la stratégie de contre pouvoir*. Malgré l'utilisation du mot "révolution" Bihr suggére en fait d'avancer progressivement, par des réformes, vers l'autogestion généralisée. Il propose par exemple de *profiter, tactiquement et provisoirement de certaines structures* de l'Etat démocratique. Il nous dit qu'*il est ainsi concevable qu'une municipalité (...) ou même un conseil général, entre les mains de forces politiques progressistes, voire révolutionnaires, soutienne la réalisation de contre-plans ouvriers permettant la reconversion d'entreprises ou le développement des réseaux d'entreprises alternatives, ou la réappropriation par des mouvements associatifs des services et équipements collectifs. (...) qu'il faut essayer d'investir l'appareil d'Etat, et d'abord ses pouvoirs périphériques, pour en faire autant de remparts préservant les acquis des luttes antérieures.* «Du "grand soir" à "l'alternative" p. 233». Voici une stratégie passablement sociale-démocrate pour quelqu'un qui justement dénonce le modèle social-démocrate du mouvement ouvrier !

Malgré les risque d'intégration qu'il relève, Bihr n'a pas d'autre stratégie à mettre en avant que celle de la subversion du projet néo-social-démocrate...

Appeler à participer au système en prétendant qu'on va le changer de l'intérieur, non seulement ça n'a jamais marché, mais en plus on trompe les gens. Tout cela me fait penser à ceux qui se font élire dans les parlements dans le but de s'en servir de tribune et qui finissent ministres, à ceux qui participent aux comités d'entreprises pour les vider de leur contenu et qui en deviennent les meilleurs défenseurs... une vieille rengaine réformiste.

Comme partisans de l'anarcho-syndicalisme, nous pensons que c'est surtout par la pratique que la majorité arrivera à une prise de conscience anti-capitaliste. Les expériences quotidiennes de lutte, de solidarité, d'autres modes de vie... sont fondamentales, dans la mesure où elles évitent les institutions d'intégration mises en place par le système. Mais il est illusoire d'espérer gagner du terrain progressivement sur un autre plan que celui des idées et des valeurs. Les concessions, les victoires partielles, les "réformes" peuvent encourager les gens à s'engager, à rejoindre nos rangs, mais permettent aussi au système de sauver l'essentiel. La force du capitalisme provient en bonne partie de sa capacité à se réformer.

Je simplifie sans doute les thèses de Bihr, mais lui non plus n'est pas exempt de simplifications hasardeuses. Il est difficile de le suivre quand il dit d'une part que *la conception apocalyptique de la révolution* est constitutive du modèle social-démocrate du mouvement ouvrier. Et d'autre part que cette conception, qu'il appelle aussi *le "mythe" du grand soir*, est partagée par les anarcho-syndicalistes, les léninistes, les conseillites voire les syndicalistes révolutionnaires. A ma connaissance plus personne parmi les libertaires ne croit encore aujourd'hui qu'il suffit d'abolir le gouvernement pour qu'une vie sociale harmonieuse se mette en place "naturellement". La tradition syndicaliste révolutionnaire, à laquelle nous nous rattachons, n'a jamais préconisé *l'action putschiste d'une minorité de "révolutionnaires professionnels"*. Dans notre conception la révolution n'est pas l'action d'une minorité; c'est un processus de masse qui se produit périodiquement, qu'on le veuille ou non, quand une situation est insupportable et que le "peuple" à le sentiment qu'il n'a plus rien à perdre. C'est aussi un phénomène très riche, au cours duquel les gens changent. De nombreuses personnes découvrent en quelques jours ce que d'autres ont mis une vie à comprendre (pensons simplement à mai 68). Mais s'il n'y a pas de tradition libertaire, si les gens n'ont jamais pratiqué l'autogestion des luttes, s'ils ne disposent pas d'organisations autonomes, s'ils n'ont pas de projet de société, la révolution peut avorter ou déboucher sur n'importe quoi. Donc il faut nous y préparer...

Pas question pour moi, dès lors, de renoncer au "grand soir" pour rejoindre l'"alternative"...

Lausanne, le 19 janvier 1993.

LIVRES ET BROCHURES

DISPONIBLES À RÉFLEXIONS SOCIALES
C.P. 213 - CH - 1000 LAUSANNE 6 OUCHY

- ❒ "L'EUROPE EN CHEMISE BRUNE". Collectif. Réflex Paris, 1992. Un répertoire sur l'extrême-droite en Europe. Frs 18.-
- ❒ "SOUVENIRS D'UN REBELLE". André Bösiger, Canevas Editeur, Saint - Imier, 1992. Les souvenirs d'un militant anarchiste suisse, actif de la fin des années 20 à aujourd'hui. Frs. 24.-
- ❒ "QU'EST - CE QUE L'ANARCHISME? Par la Fédération anarchiste française, 1991. Frs 4.-
- ❒ "NOTRE PLACE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS / DES ORIGINES À NOS JOURS". Xavier Frolan, sur l'histoire de l'anarcho-syndicalisme en France, 1987. Frs 4.-
- ❒ "T'A PAS 100 BALLES? Par "les mauvais garçons". Témoignages et réflexions sur les problèmes de la marginalité en France, 1992. Frs 4.-
- ❒ "RÉPRESSION DE L'ANARCHISME EN RUSSIE SOVIÉTIQUE". Première édition 1923. Frs 4.-
- ❒ "SUEDE - LA SAC & LE RÉFORMISME LIBERTAIRE". Par les Amis de l'AIT, Lausanne Toulouse, 1992. Frs 4.-
- ❒ "L'ETAT ASSASSINE / MEURTRES RACISTES ET SÉCURITAIRES". Réflexes, 1992. Sur les meurtres racistes commis en France par les forces de "l'ordre".Frs 6.-

La légitimation par l'alibi humanitaire

MARIC

Durant les deux dernières décennies, le débat sur les actions humanitaires se faisait autour du thème du «devoir d'ingérence». Devoir de secours à un peuple, même si ses dirigeants n'en voulaient pas. Ces dernières années, le débat a changé et l'on parle maintenant de «droit d'ingérence». La notion d'intervention, ou d'ingérence, est devenue tellement évidente pour les gouvernants, qu'ils ont décidé de l'institutionnaliser en faisant un droit qui est déjà accepté dans les faits et qui va bientôt faire partie du droit international.

Parallèlement, la fin de la guerre froide a changé les enjeux dans le tiers-monde et ce droit d'ingérence est en train de devenir une imposition du Nouvel ordre mondial dicté par les Etats-Unis. Il est devenu ce que certains appellent sans aucune honte «l'Ordre humanitaire» ou le «Nouveau droit humanitaire». Mais de quel droit s'agit-il ? Plusieurs personnes se sont posés la question :

«S'agit-il d'un droit des Etats d'acheminer l'aide humanitaire, ou d'un droit des victimes à en réclamer le déploiement ? S'agit-il d'un droit de l'homme ou d'un droit des Gouvernements ?» (P.M. Dupuy, Institut Hautes Etudes Universitaires, Paris).

Super-Kouchner a, lui aussi son idée sur la question : «L'action humanitaire suit le même chemin que l'écologie (...). De même l'action humanitaire va devenir, peut-être, par la création d'une Europe humanitaire, un mouvement qui influencera au plus près les diplomaties et les politiques, un élan qui comptera, comme aujourd'hui l'écologie s'est imposée». C'est clair, le Ministre français de l'action humanitaire veut utiliser ce thème, très porteur à l'heure actuelle, pour en faire un parti politique, en faire un instrument de pouvoir, pour influencer et négocier avec des gros cons qui font la guerre à d'autres gros cons.

Les Américains, quant à eux, sont plus directs. Ils utilisent la couverture humanitaire pour imposer leur ordre mondial par quelques petites actions militaires. Franchement quelle différence entre l'attaque de Bagdad et celles à Mogadiscio ?

Ce n'est pas la compréhension de ce droit et le débat qu'il peut entraîner qui nous intéresse. Le plus important est de voir comment il est utilisé. Nous avons la mémoire bien courte pour accepter ce genre de couverture. L'alibi humanitaire a déjà été utilisé, spécialement en Afrique, pour justifier la colonisation. Plus tôt, il avait été le prétexte à la christianisation, et, depuis la décolonisation, il est utilisé pour faire passer le système de morale capitaliste. Quant est-il aujourd'hui ?

LA SOMALIE

Prenons le cas de la Somalie. Autrefois, le peuple, séculairement nomade, vivait sous la seule loi clanique (heer) d'une auto-administration, en petits groupes pastoraux. Lors de la répartition coloniale, la Somalie s'est retrouvée dirigée par cinq autorités. Au nord par la France (actuellement Djibouti), juste en dessous par le Royaume-Uni (Somaliland qui s'est déclaré indépendant de l'actuelle Somalie il y a une année, et qui attend toujours des aides...), toute la côte Est avec Mogadiscio par l'Italie, au Sud par le Kenya, et au centre l'Ogaden pas les Abyssins. Le général Siad Barre, qui a pris le pouvoir par coup d'état, peu après la décolonisation, a toujours prôné la réunification de la "grande Somalie", les cinq parties, cinq branches de l'étoile sur leur drapeau. Pour redorer son blason, passablement terni par ses années de pouvoir, il se lance en 1977 dans une guerre avec l'Ethiopie pour récupérer l'Ogaden, guerre qu'il perd et qui lui fait perdre le peu de crédibilité qui lui restait. Dès lors, il durcit son régime "socialiste-scientifique" (non, c'est pas une blague!). Sous sa dictature, tout le tissu économique se dégrade, aucune ressource à part quelques bananes exportées pour remplir les poches des familles des dirigeants, et, en 1990, une seule entreprise industrielle (laiterie) créée par la Banque Mondiale. Parallèlement les pays musulmans arrosent le pays en fi-

nançant des écoles coraniques, entre autres. L'intégrisme se fait petit à petit sa place.

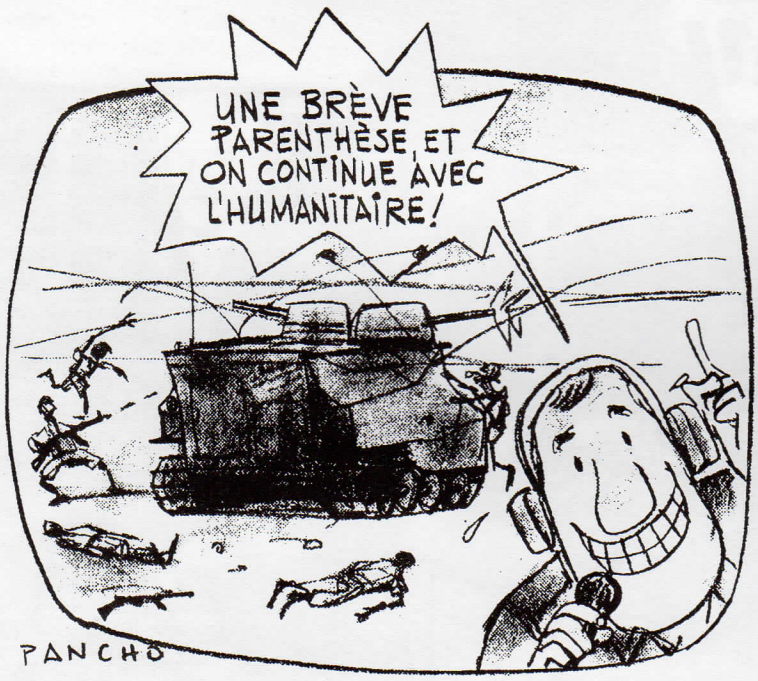
Au départ de Siad Barre (1991), deux hommes du même clan, chose impensable auparavant, Ali Mahdi, intégriste musulman notoire, et le général Aidid, brigand notoire, ont créé leurs armées pour une lutte fratricide pour le pouvoir. Ils se battent maintenant aussi pour la seule ressource économique du pays que représente l'aide humanitaire. Paradoxalement, l'humanitaire a généré une guerre qu'elle pensait combattre !

DES BRIGANDS LÉGITIMÉS PAR L'AIDE HUMANITAIRE

Quand, dans une telle situation, les Etats-Unis et les organisations non gouvernementales (Croix-Rouge internationale par exemple), sous prétexte de faire arriver de la nourriture, négocient avec des brigands qui se sont auto-proclamés chefs, ils leur donnent exactement la légitimation qu'ils n'avaient pas reçue du peuple. Pour les chefs en question, une reconnaissance internationale est encore plus valable. Le Général Aidid a créé son armée, profitant de la débandade à la chute de Siad Barre, en ouvrant les prisons et en armant les détenus... Le nouvel ordre international, par le biais du "droit humanitaire", légitime ce brigand qui rançonne la population. Et maintenant, l'intégriste et le brigand se prélassent dans l'hôtel le plus chic d'Addis Abeba (Ethiopie), sous prétexte de négocier un accord de paix, accord politique... merci l'humanitaire. Faut-il dès lors s'étonner, comme l'ont fait certains journalistes, que lorsqu'Aidid promet un "cessez-le-feu", "ses" troupes sur le terrain ne le respecte pas !

Ces négociations, où l'ONU a réuni des "chefs de faction" (on peut se poser la question de savoir selon quels critères ces chefs ont été choisis ?) coûtent quotidiennement 7'000.- dollars. Elles sont financées maintenant par le gouvernement Ethiopien, lui aussi à la recherche d'une légitimation internationale comme médiateur.

Les américains légitiment un brigand, l'envoient négocier aux frais de la princesse, et pendant ce temps, ils bombardent un de ses stocks d'armement à Mogadiscio, sous prétexte de désarmement. Ne vaudrait-il pas mieux arrêter de leur vendre armes et munitions ?



De plus, la base même de l'aide humanitaire, la nourriture, a été distribuée selon ce même schéma. Elle est systématiquement remise aux chefs qui sont censés la redistribuer. Ce qui a comme résultat que des populations entières n'ont pas été approvisionnées. En effet, chaque clan a ce qu'on pourrait appeler sa "sous-caste" (Mitgan). Des petits artisans, (cordonnier, ferronnier, vannier, etc.) qui ont de tout temps subi les pires humiliations. Ce sont eux et leurs familles qui ont été les premiers à mourir par manque de nourriture. Comme les personnes déplacées, en Ogaden, par exemple, où il semblerait que la situation soit encore pire qu'ailleurs, les cimetières occupant une plus grande superficie que les camps.

DE QUI SE MOQUE-T-ON ? QUE VEUT-ON NOUS FAIRE CROIRE ?

Comme si cela ne suffisait pas, les américains présentent leur "alibi humanitaire" comme un acte mythique. Rappelez-vous du débarquement des GI's sur les plages de Mogadiscio donné en pâture aux médias comme lorsqu'Amstrong débarquait sur la Lune... grotesque !

Qu'on arrête de gruger africains et occidentaux avec l'Humanitaire de l'Ordre nouveau.

Zaki Laïdi (Institut d'Etudes politiques, Paris), préconise que l'action humanitaire devienne «(...) des missions capables de mettre en place de véritables néo-protectorats, autrement dit des structures d'autorités se substituant à l'absence de souveraineté effective des Etats». Difficile d'exprimer plus clairement une volonté de domination néo-coloniale. C'est cette doctrine qui est en train de s'imposer.

D'autres comme Tahar Ben Jelloun, écrivain, pensent que «le droit humanitaire est une valeur qu'il ne faut ni négocier, ni utiliser comme stratégie pour accéder au pouvoir. Ce droit implique la gratuité du geste; le don de soi et l'absence de calcul; ce qui fait sa beauté et sa grandeur. Il va falloir être vigilant tout en informant et en alertant. Il va falloir aussi protéger cette valeur, la tenir à l'écart de la politique et la défendre partout où elle est violée ou utilisée à des fins non avouables».

Et pour nous libertaires ? Tout en sachant que le cœur du problème se trouve chez nous, dans le capitalisme, avons-nous une possibilité d'exprimer notre solidarité ? En étant conscients que cela voudrait dire cautionner un emplâtre mis sur une jambe bien malade ?

Contacts

Vous êtes intéressés par l'anarcho-syndicalisme et par le projet de construire une section de l'Association Internationale des Travailleurs en Suisse. Prenez contact avec nous.

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

_____

Téléphone: _____

A retourner à "Réflexions sociales"
Case postale 213
1000 Lausanne 6 Ouchy.

Solidarité Mongolie

Nos compagnons de l'Hôpital de Ulambator (Mongolie) ont récemment lancé un appel aux différentes sections de l'AIT. Leur conditions de travail sont extrêmement difficiles car depuis un certain temps leur Hôpital manque de tout.

Un premier container de matériel récolté en Allemagne est déjà parti de Cologne. D'autre part, les syndicats de la Santé de la CNT espagnole ont récolté 3 tonnes et demi de médicaments et de matériel médical. Il leur faut maintenant 250'000 pesetas pour payer le camion qui doit se rendre à Ulambator. Pour participer à cette action, mentionnez "Mongolie" sur votre bulletin de versement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMEROS ☐ 20 FRS. (80 FF)

SOUTIEN ☐ 30 FRS.OU PLUS

NOM:----------PRÉNOM:----------

ADRESSE:----------

NP:----------LOCALITÉ:----------PAYS:----------

Retourner à: Réflexions Sociales Case postale 213 - CH-1000 Lausanne.6 Ouchy
Versement à A. Bösiger ccp 12-17661-5 - CH - 1227 Carouge GE

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	PAGE	2
QUE RESTE-T-IL DU SYNDICALISME ?	PAGE	3
EBEN-HÉZER : UNE LUTTE	PAGE	6
DROIT DE GREVE (...) DANS LE CANTON DE VAUD ?	PAGE	6
ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN LA SUISSE DIT NON	PAGE	7
LA RÉALITÉ DE MC DONALD'S	PAGE	10
DOSSIER "ANTI - FASCISME"	PAGE	12
UNE RÉPONSE D'ALAIN BIHR	PAGE	19
COMMENTAIRES	PAGE	20
LA LÉGITIMATION PAR L'ALIBI HUMANITAIRE	PAGE	22